MANIFESTATION ANTI-FASCISTE A LILLE LE SAMEDI 30 SEPTEMBRE, A 16 H, DEVANT LA GARE.

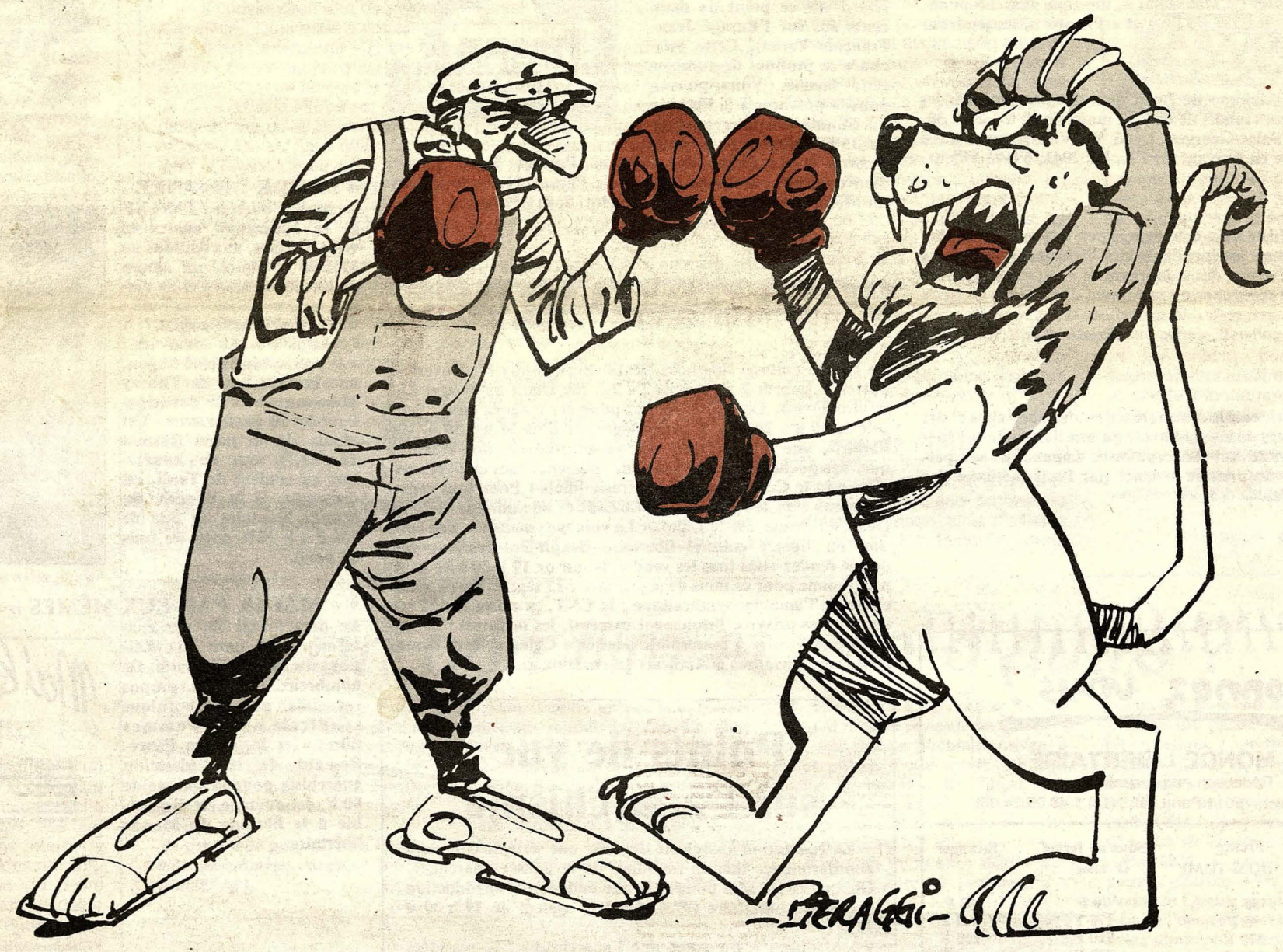
T 2137 - 762 - 10,00 F
3792137010003 07620

ISSN 0026-9433

hebdo **le monde libertaire**

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE adhérente à l'I.F.A. N°762 JEUDI 28 SEPTEMBRE 1989 10,00 F

PEUGEOT :



Marche ou grève !

COMATEC :
Grand nettoyage syndicalo-patronal contre la CNT.
PAGE 4.

BAPTÊME :
Comment quitter la secte de Jean-Paul II.
PAGE 6.

GRANDE-BRETAGNE :
Réforme fiscale, ou comment faire payer les pauvres.
PAGE 8.

N°762 JEUDI 28 SEPTEMBRE 1989

communiqués

• MARSEILLE.
Nous vous annonçons la naissance du groupe Ascaso/Durruti de Marseille, qui tient d'ores et déjà ses permanences au 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (métro Réformée ou Saint-Avenues-Longchamp), tous les samedis de 14 h à 17 h (contact courrier à la même adresse).

• NANTES.
Vous pouvez retrouver les militants du groupe de Nantes tous les samedis, de 11 h 30 à 12 h 30, sur le marché Talensac lors de la diffusion du « Monde libertaire ». De même, l'émission du groupe sur Radio Alternante (97.5 MHz), « Magazine libertaire », continue de plus bel le samedi de 12 h à 13 h. Enfin, le groupe rappelle qu'il est toujours possible de se procurer son journal, « Le Farfadet », (n° 6/7) au prix de 10 F port compris à l'adresse suivante : « Magazine libertaire », Radio Alternante, 19, rue de Nancy, 44300 Nantes.

• AURILLAC.
Une liaison existe à Aurillac. Les personnes intéressés peuvent écrire aux Relations intérieures qui transmettrons.

• VAL-D'YERRES.
Le groupe du Val-d'Yerres vend le « Monde libertaire » tous les jeudis de 18 h 30 à 19 h 30, à la gare de Villeneuve-Saint-Georges. Ses membres vous invitent à venir les rencontrer.

• BORDEAUX.
Le groupe Edma-Goldman reprend ses permanences, tous les samedis, de 14 h à 16 h, au local du 7 rue du Muguet à Bordeaux. Aux mêmes horaires, ouverture de l'athénée libertaire (livres, revues, journaux, posters, etc,). D'autre part, nous continuons à participer aux émissions de radio suivantes, sur la Clé des ondes (95.3 MHz) : « On a faim », musique anarcho-punk, tous les vendredis, de 21 h à 22 h ; et « Prisons », un jeudi sur deux de 21 h à 22 h 30.

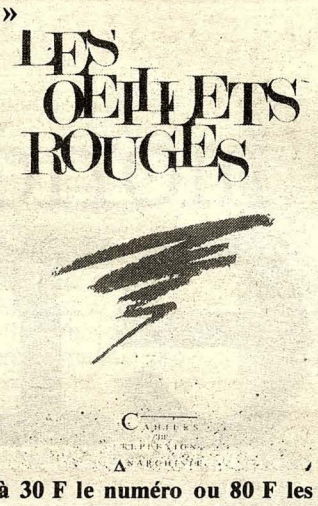
• LYON.
Le groupe Galina-Makhno de Lyon tient des permanences les premiers et troisièmes lundis de chaque mois, de 19 h à 20 h 30, au CEP, 44, rue Saint-Georges, Lyon V^e^. Vous pouvez aussi contacter le groupe en écrivant à : FA, BP 2041, 69603 Villeurbane cedex.

• NANCY.
Un collectif anarchiste s'est créé depuis peu à Nancy (Meurthe-et-Moselle). Structure indépendante des diverses organisations libertaires impulsées par des « inorganisés » et quelques militants, elle souhaite regrouper un maximum d'individus désireux de conjuguer vraiment réflexion anarchiste et actions efficaces. Pour contacter le collectif, écrire aux Relations intérieures qui transmettront.

• ANNECY.
Nous informons l'ensemble des anarchistes, des libertaires et des anarcho-syndicalistes de Haute-Savoie qu'une liaison de la Fédération anarchiste existe sur Annecy. Nous demandons aux personnes intéressées de prendre contact par l'intermédiaire des Relations intérieures.

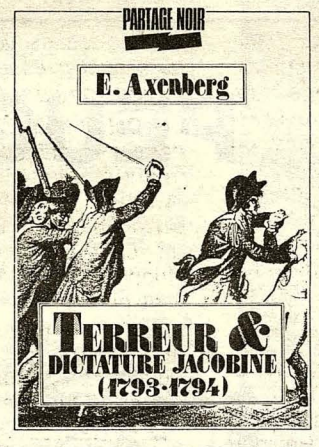
éditions

• « OEILLETS ROUGES »



Le numéro quatre des « OEillets rouges » vient de paraître. Au sommaire : l'ouverture... combien de divisions ; positiver les coordinations ; interview d'Eugène Descamps ; une précarité agissante ; le cas Deleuze ; interview de Louis Pinto ; Mai 68 et l'héritage gauchiste ; cinéma : les logiques d'une domination. On peut se le procurer au prix de 50 F à la librairie du Monde libertaire ou en écrivant à : « Les OEillets rouges », 122, rue Henri-Barbusse, 95100 Argenteuil (abonnement : 90 F pour deux numéros). Les anciens numéros sont en vente à 30 F le numéro ou 80 F les trois.

• « TERREUR ET DICTATURE JACOBINE ».



Le pouvoir jacobin, et plus particulièrement la période de la Terreur, a été largement analysé voire galvaudé. Contre-révolutionnaires, libéraux, marxistes mettent en valeur telle ou telle faction pour condamner ou jusfifier la dictature. Aucun ne pose le problème du rapport entre gouvernement et liberté (en retard sur ce point de deux cents ans sur l'Enragé Jean-François Varlet). Cette brochure se propose de combler cette lacune. Vous pouvez vous la procurer à la librairie du Monde libertaire au prix de 15 F. D'autre part, pour recevoir le catalogue des Editions Partage Noir, il suffit d'envoyer une enveloppe timbrée à : Partage Noir c/o librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

communiqués

• LILLE.
Le Centre culturel libertaire Benoît-Broutchoux a réouvert ses portes le samedi 2 septembre au 1-2 rue Denis-du-Péage, Lille (métro Fives). Les permanences pour cette année sont : jeudi soir de 19 h à 20 h et le samedi après-midi de 15 h à 19 h. Une librairie, une bibliothèque, une cassettothèque, une vidéothèque, des pochoirs, des affiches, des posters... des conférences ; c'est cela le Centre culturel libertaire lillois ! Pour tous renseignements : un téléphone (20.47.62.65) et une adresse (1-2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille). « La voix sans maître », une émission du Centre culturel libertaire Benoît-Broutchoux, vous donne rendez-vous tous les vendredis soir de 19 h 30 à 21 h. Au programme pour ce mois de septembre : 15 septembre (le syndicalisme ; l'anarcho-syndicalisme ; la CNT, ça existe !) ; 22 septembre (les prisons, l'isolement carcéral, les tortures) ; 29 septembre (on ouvre à nouveau le dossier « Chine », avec comme invités des membres d'Amnesty International).

Points de vue sur l'anarchisme

La Fédération anarchiste organise une série de cours qui aborderont les thèmes essentiels de la pensée anarchiste. Chaque cours sera précédé d'une émission d'introduction sur Radio-Libertaire (89.4 MHz) le samedi de 19 h 30 à 21 h :

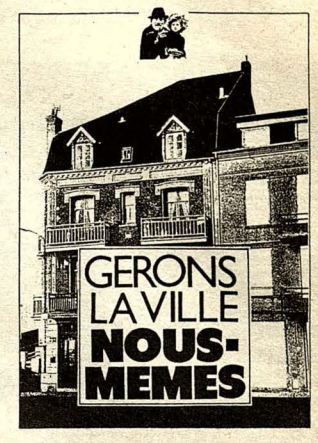
• 3 octobre : « Qu'est-ce que l'anarchisme ? », ses idées forces, sa spécificité ;
• 10 octobre : « Le mouvement anarchiste en France », ses origines, ses développements, la situation actuelle ;
• 17 octobre : « Fondements économiques d'une société égalitaire », la lutte contre le capitalisme et toutes formes de privilèges ;
• 24 octobre : « Le fédéralisme libertaire », une autre manière de s'organiser dans la liberté ;
• 31 octobre : « La question de l'Etat », conception anarchiste et conception marxiste ;
• 7 novembre : « L'anarchisme et le monde du travail », méthodes d'interventions et pratiques libertaires de l'action directe ;
• 14 novembre : « Les anarchistes dans les mouvements révolutionnaires », l'anarchisme à l'épreuve de l'histoire ;
• 21 novembre : « L'action au quotidien, les problèmes de l'organisation ».

Ces cours auront lieu le mardi à 20 h 30, au local du groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste, 10, rue Robert-Planquette, Paris XVIII^e^ (métro Blanche).

FÉDÉRATION ANARCHISTE

éditions

• « GÉRONS LA VILLE NOUS-MÊMES ».



Qu'est-ce qu'une commune aujourd'hui ? Les habitants peuvent-ils agir ou vaut-il mieux laisser les mains libres à des spécialistes ? Cette brochure apporte quelques éléments concrets de réponse sur un sujet qui nous concerne tous. Cette brochure, qui a été réalisée à partir d'articles parus dans le « Monde libertaire », est vendue 15 F en soutien au « Monde libertaire » à la librairie du Monde libertaire.

• « CONTRE VENTS ET MARÉES » N° 61.

Le numéro 61 de « Contre vents et marées » vient de paraître. On peut se le procurer au prix de 5 F à la librairie du Monde libertaire ou en écrivant à « Contre-Courants », c/o La Ladrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu.

• BANDE DESSINÉE

Le groupe libertaire Paris XI^e^ de la Fédération anarchiste vient d'éditer, aux éditions du Monde libertaire, un album de bandes dessinées et de dessins antimilitaristes intitulé : « Où vas-tu petit soldat ? A l'abattoir ! ». Au sommaire : une préface de Michel Ragon, une introduction de Thierry Maricourt, avec la participation de 60 dessinateurs. Cet album de 96 pages (format 21 x 29,7), avec une couverture en couleur de Tardi, est disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 100 F (+ 10% pour les frais de port).

• « MAI 68, PAR EUX-MÊMES »

Le livre « Mai 68, par eux-mêmes » est paru aux Editions du Monde libertaire. De nombreux textes et propos recueillis par « Chronique syndicale », « Femmes libres » et le groupe Pierre-Besnard de la Fédération anarchiste pour la somme de 90 F, cet ouvrage est disponible à la librairie du Monde libertaire.

• « ITINÉRAIRE ».
La revue « Itinéraire » vous informe que le numéro 5/6 vient de paraître. Ce numéro double est entièrement consacré à Errico Malatesta, militant anarchiste italien né en 1853 et mort en 1932. A travers les articles de H. Becker, P. Finzi, M. Varengo, G. Sacchetti, M. Martini..., nous découvrons son énorme activité qui couvre plus de 50 ans de la vie du mouvement anarchiste italien et international. De la Première Internationale à la montée du fascisme italien, en passant par le congrès anarchiste d'Amsterdam, la Semaine rouge d'Ancone et l'Italie révolutionnaire des années 20. En vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 80 F.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois, 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois, 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois, 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an, 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
Adresse.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement de soutien ☐
Chèque postal ☐ Chèque bancaire ☐ Autre ☐

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin
Pour tout changement d'adresse,
joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e^
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e^
Dépôt légal 44 149 — 1^er^ trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

N°762 JEUDI 28 SEPTEMBRE 1989

PEUGEOT

Sochaux-Mulhouse

« L'*HOMME qui souffre a le droit d'être écouté (...). Ne pas le faire, c'est le blesser dans sa dignité.* » Diable ! Tout le monde tient à apparaître dans les médias aux côtés des grévistes de Peugeot, à l'instar de l'archevêque de Strasbourg, Mgr Charles Amarin Brand cité plus haut. Calvet, manager de l'année, personnifierait-il la pomme de discorde dans l'échiquier social ? En effet les usines de Sochaux et Mulhouse sont l'objet de multiples attentions, l'est de la France serait-il plus porteur d'enjeux que les usines de l'industrie automobile de la région parisienne ?

Le soutien aux grévistes

Il n'y a pas que les autorités ecclésiastiques qui prennent parti et s'indignent du fait que Jacques Calvet refuse de négocier. Deux secrétaires nationaux du Parti socialiste, M. Michel Charzat et Gérard Collomb ont été rendre visite vendredi dernier aux grévistes de Peugeot pour leur apporter leur soutien. Etait-ce à titre personnel ou au nom du Parti socialiste ? Mystère... qui s'épaissit quand on apprend que la municipalité de Belfort, drivée par Jean-Pierre Chevènement, ministre de la Défense, a accordé une subvention de 50 000 F aux grévistes. De même le conseil général du territoire de Belfort (100 000 F) et la municipalité communiste de Béthoncourt (50 000 F). Il y a quelque temps que l'on avait pas vu une telle solidarité dans un conflit. Le plus intéressant est la solidarité effective des non-grévistes (18 000 F) de Mulhouse et de Sochaux. Quasi front uni de la gauche dans le soutien aux grévistes, même le RPR ajoute son grain de sel par la voix de Philippe Auberger qui estime qu'« *il vaut mieux faire un effort si cela est possible sur le plan des salaires plutôt que d'avoir des grèves qui paralysent notamment le lancement de nouveaux modèles* ».

Dieu lui-même a parlé de « *revendications d'inspiration légitime de certains groupes sociaux* » et expliqué que « *l'économie, la finance et la gestion ne doivent pas faire oublier l'essentiel qui est de rendre son dû à chacun.* ».

« *Calvet des sous* » a submergé dans les médias les discours invoquant la compétition mondiale et on peut s'interroger sur cette quasi-unanimité à mettre au pilori un chef d'entreprise de choc. Quand Citroën-Aulnay, Renault-Flins ou Billancourt se mettaient en grève le consensus n'était pas au soutien des revendications ouvrières, y aurait-il un micro-climat à Mulhouse et Sochaux ?

Calvet, patron

L'ensemble des critiques sur le patron de PSA converge sur son intransigeance, ce qui fait même dire à Bernard Kouchner que « *nous vivons le dernier conflit du XIX^e siècle* ». Cette déclaration voudrait-elle infirmer qu'en cette fin de XX^e siècle sous un gouvernement socialiste il ne devrait plus y avoir de conflit sociaux ? Nous y reviendrons sûrement...

La focalisation contre Calvet permet aussi de laisser dans l'ombre les revendications de la Fonction publique, des infirmières, ce qui permet au gouvernement d'avoir plusieurs fers au feu.

La stratégie du patron de Peugeot semble ainsi beaucoup plus critiquée par Michel Rocard que sa politique sociale. S'il faut croire les indiscrétions révélées par le *Nouvel Observateur* Hercule Rocky observerait que « *lorsqu'on lance un nouveau modèle sans avoir constitué de stock et qu'on le frabrique dans une région où la moyenne des salaires a progressé, il faut porter une attention toute particulière au climat général de l'entreprise* ». Avatar de la guerre intestine avant le prochain congrès du PS ou réelle sollitude ?

De toute façon et quelles que soient les vues politiciennes autour du conflit Peugeot, les revendications salariales existent et l'opiniatreté de Calvet en a fait un préalable incontournable à la reprise du travail.

Perspectives

Personne n'attendait les ouvriers de Mulhouse et Sochaux et le patronat se demande si ce n'est pas le signe avant-coureur d'une rentrée « à risque ». Ceux que l'hebdomadaire *Le Point* appelle les « *salariés modèles* » se sont mis en grève et réclament 1 500 F d'augmentation par mois. Tous les feux de l'actualité sont marqués sur eux et il est juste de se demander si ce n'est pas pour mieux les étouffer ! Les états-majors syndicaux pratiquent l'unité d'action dans la théorie tout en dénigrant le voisin, mais dans dans la situation actuelle est-ce bien important ?

Ce qui est important c'est que des ouvriers réputés « dociles » aient relevé la tête, se soient mis en grève. Que le patronat sache que la conscience de classe existe encore chez les ouvriers que ceux-ci soient de l'Est de la France ou aient été cherché dans les montagnes de l'Atlas pour travailler dans la région parisienne. Mais ce qui est aussi important, c'est de constater encore une fois que les grèves ne se déclenchent pas en appuyant sur un bouton !

J.-P. G.

Skin-Dead

Premier octobre 1988, assassinat de Patrick Le Mauff par des skin-heads place Richebé, à Lille.

Cinq mars 1989, profanation par des skins du cimetière juif d'Eleu-dit-Leauwette.

Vingt et un avril 1989, attentat nazi pour fêter le 100^e anniversaire de la naissance d'Hitler, à Roubaix.

Le 3 septembre, toujours à Lille, durant la braderie, attaque et destruction du stand du SCALP, agressions diverses tout au long de la braderie, trois militants blessés, les skin-heads interpellés... sont relâchés.

Et au quotidien : agressions verbales et physiques, racket dans la rue, à la fac, dans le métro et aux abords des lycées... toujours perpétrés par les mêmes individus.

Leur objectif : créer un climat de peur et d'insécurité de manière à justifier une politique répressive et pour poser dès aujourd'hui les bases de l'ordre nouveau qu'ils veulent instaurer.

Refuser la peur c'est déjà leur ôter les moyens de cette politique.

Pour cela, en manifestant le 30 septembre 1989 à 16 heures, Gare de Lille, nous poserons, au-delà d'une réaction ponctuelle, les jalons d'une solidarité active au quotidien.

La Fédération anarchiste vous appelle à manifester nombreux ce samedi pour en finir avec la fascisme et le racisme.

FÉDÉRATION ANARCHISTE

IMPRIMERIE

Salgimondis graphique

EN cette rentrée 1989 quoi de neuf sur l'horizon du monde de l'imprimerie ? Au plan parisien, les NMPP ont remis le couvert le semaine dernière en bloquant les périodiques, dans un premier temps, puis tous les journaux, quotidiens compris. La lecture dans la *Correspondance de la presse* (1) de la restructuration du centre de la Villette (le plus important de l'Ile-de-France) les heures supplémentaires, les saisonniers que l'on voulait leur enlever tout cela rendait la coupe pleine. D'autant que la direction des NMPP, contrairement à ses promesses, tergiverse et remet toute discussion sur la modernisation aux calendes grecques...

La modernisation, on y est en plein dedans si on contemple la presse parisienne des entreprises du « Papivore » à celle où la « Pieuvre » a des intérêts (2). Tremblay-les-Gonesses, en banlieue nord, accueille les rotatives dernier-cri de Robert Hersant à Roissy-Print, ça va imprimer le *Figaro* et ses suppléments, *France-Soir, Paris-Turf,* ça veut damner le pion aux appétits français de Captain Bob Maxwell et il faut dire que ça en jette. La nouvelle imprimerie de l'ancienne usine SKF a fait quelques couacs. Certains visages s'assombrissent quand on évoque le tirage daté du dimanche 16, lundi 17 où dans les pages en quadrichromie réproduisant les drapeaux européens (palichons) erraient çà et là d'innoportunes traînées noires !

A l'origine de la défaillance (si nos informations sont exactes...) serait l'erreur d'un cadre sur la conduite informatisée d'une rotative. Erreur non rattrapable dans l'immédiat du « timing » d'un tirage de presse. Et doublé de l'impossibilité de revenir au manuel dans le processus de travail, l'ordinateur ira jusqu'au bout de l'erreur !

Cette petite diversion technique pour évaluer un problème qui se repose avec acuité : l'introduction dans les entreprises de prises de cadres non issus « du rang » mais possesseurs d'un diplôme d'ingénieur (3). Les arts graphiques, l'imprimerie, n'étant plus conçu comme un métier avec du savoir-faire, mais comme une somme d'outils informatisés qu'un ingénieur peut diriger à son aise, et surtout avec le moins possible de travailleurs du Livre.

Le mois prochain, à Paris, se tiendra une grande réunion à l'occasion du centenaire de l'Internationale graphique. D'horizons géographiques et syndicaux diverses, plus de trente délégations débattront de l'avenir des ouvriers du Livre dans l'Europe de demain. Tout ce que l'on peut espérer , c'est qu'au-delà des discours se forgera là une arme pragmatique pour les combats de l'an 2000.

Sitting BULL

(1) Quotidien roméoté (format 21 x 29,7) traitant de l'imprimerie de presse et de la communication.

(2) Le lecteur attentif aura bien sûr reconnu Robert Hersant et Hachette. On ne doit pas oublier qu'Hachette est majoritaire aux NMPP et partenaire influent dans la nouvelle imprimerie du Monde.

Le Top 50 des profits !

« Travailleurs travaillez, nous on s'occupe du reste ! ». Ce n'est pas le PDG de Peugeot qui l'a dit, mais il aurait pu. Pour lui, et beaucoup d'autres d'ailleurs, ces dernières années ont été plus que bonnes. Au hit-parade des profits, Peugeot s'en sort très bien : + 17,2% d'augmentation du chiffre d'affaire de 1987 à 1988.

Avec 139 millions de francs pour 1988, Calvet fait partie du club des patrons qui, pour ces deux dernières années, ont accumulé beaucoup plus que les précédentes. Ces bons résultats sont à attribuer, entre autres, « à la maîtrise des coûts salariaux et à de très forts gains de productivité », avoue le Crédit national, qui a enquêté sur un échantillon de 200 sociétés représentatives de l'industrie française. Il faut ajouter à cela la diminution de l'impôt sur les sociétés et la réduction des frais financiers.

Tout va donc très bien pour les patrons. Peugeot, Renault : les profits sortent leurs griffes et Billancourt peut désespérer.

Rassurez-vous, l'automobile n'a pas le monopole des profits juteux. Ça va bien aussi dans la chimie : Péchiney, + 33,5% d'augmentation du chiffre d'affaire de 1987 à 1988, et Rhône-Poulenc, + 16,3%.

L'agro-alimentaire n'est pas non plus dans la misère : BSN, + 13,5%. La construction électrique aussi : Thomson, + 24,7% et CGE, + 4,5% (ils font figure de pauvres !).

Leurs seules inquiétudes, à tous ces PDG, ce sont les grèves et les investissements ! Et, bien investir, c'est prendre des risques. Rendez-vous compte, on n'est pas sûr de l'avenir ! Dans l'automobile, on peut ainsi risquer la surcapacité. Le patron de Ford s'en est d'ailleurs inquiété auprès de la Communauté économique européenne. Si on développe la capacité de production des usines, car la demande excède l'offre, on ne peut déterminer qu'elle sera la conjoncture dans trois ans. Que ferions-nous alors des ouvriers ? Ce n'est pas toujours facile de s'en débarrasser. Il paraît même que Raymond Lévy, le PDG de Renault, n'en dort plus ! C'est dur d'être riche et patron, il vaut encore mieux être gréviste et pauvre... On a moins de soucis pour placer son argent.

Alain SOLENT

Editorial

PAS de Solidarnosc, pas de Gorbatchev en RDA, l'abscence d'espoir a fait fuir d'un des derniers paradis socialistes des millions d'Allemands de l'Est. Dans de rutilantes automobiles (véritables moulins à pollution) qui horrifient les moins convaincus des écologistes, ils partent à la découverte du paradis capitaliste ouest-allemand. A en croire la presse, ils sont hyperqualifiés et vont facilement trouver du travail en RFA, qui recherche désespérément des travailleurs qualifiés. Cette vaine recherche nous interroge sur la réalité des deux millions de chômeurs ouest-allemands. A moins que l'éducation marxiste soit nettement supérieure à celle des capitalistes. Une fois de plus, les médias trouvent de quoi se gausser des régimes d'au-delà le rideau de fer , tout en oubliant qu'ici la misère fait des ravages et que le bonheur s'évalue à l'épaisseur du porte-feuille. Nos politiciens feront de même, nous diront que le système occidental est le plus viable (peut-être parce que la répression y est plus sournoise), avec l'abondance et la liberté, et que s'il faut actuellement se serrer la ceinture dans une voie tortueuse, l'avenir est radieux.

Pour nous, anarchistes, il n'est pas question de peser le pour et le contre entre les deux systèmes d'exploitation, chacun a ses tares (nombreuses) et ses avantages (bien maigres). Mais l'expérience d'anciens réfugiés de l'Est complètement déboussolés par les changements de vie et la rencontre de difficultés inconnues les ayant obligés à retourner « là-bas » nous donne bien des inquiétudes pour ces nouveaux migrants. Bon courage pour eux et espérons que le traitement social du chômage n'étalera pas trop d'amertume sur leur cœur.

N°762 JEUDI 28 SEPTEMBRE 1989

SECTEUR SANITAIRE ET SOCIAL

Un réveil difficile

LORS du week-end des 16 et 17 septembre, la Coordination nationale des infirmières (issue de l'automne 1988) et le CREM (Collectif national de mobilisation du secteur social) tenaient leurs réunions en région parisienne, pour préparer la mobilisation de l'automne.

Pour la Coordination infirmière, c'était un sacré pari, un an après, de rassembler ses « troupes » ; et pourtant 234 établissements étaient représentés, dont les deux tiers venaient de province. Il s'agissait de préparer un plan d'action et d'envisager une autre structuration plus adéquate pour certaines.

Le malaise, révélé en octobre dernier, persiste bel et bien : effectifs insuffisants, conditions de travail déplorables, réajustement salarial bien en-dessous de ce qui avait été communément revendiqué, classification non revue car la qualification n'a pas été réellement appréciée, grand point d'interrogation quant à la formation en rapport avec les différents diplômes de l'Europe et, bien sûr, la nécessaire réforme du système de santé. Si bien que des milliers de postes d'infirmières restent vacants (2 000 sur la région parisienne), et que les écoles de formation au diplôme d'infirmière ne font plus le plein en 1ere année : les conditions de travail risquent fortement alors de se dégrader si les infirmières sont obligées de faire des heures supplémentaires pour « boucher les trous ».

Pour une action commune soignants et soignés

Face à ces nombreuses et inquiétantes revendications, les infirmières ne sont plus au diapason pour réagir. Certaines visent à limiter l'action aux seules infirmières alors que d'autres réaffirment, parce que leur mouvement antérieur l'a démontré, que toutes les catégories doivent se mobiliser ensemble pour gagner, tout en respectant les revendications de chacune des catégories. Le compromis actuel n'a donc pu être qu'une journée d'action le 12 octobre, qui sera ouverte aux seules infirmières, et une rencontre européenne le samedi 21 octobre, sans assurance aucune d'une demande de participation de la population et des différents acteurs de la protection sociale (les mutuelles et leurs adhérents). Car il faudra bien se rendre à l'évidence que réformer le système de santé ne peut passer que par l'action commune des soignants et des soignés !

Quant à la Coordination infirmière comme structure de lutte, elle est bien mal en point : certaines cherchent à en faire un syndicat ; d'autres réclament une instance de représentation des infirmières dans les hôpitaux à l'image de ce que les médecins ont (la Commission médicale consultative). Si bien que les infirmières risquent de se voir déposséder de leur outil de lutte dans les semaines à venir, aucune décision majoritaire n'ayant pu émerger en la matière: témoin sans doute d'un affaiblissement du niveau de mobilisation.

Le CREM, quant à lui, avait convoqué ce même week-end ses états-généraux : la CGT avait si bien envahi la salle, qu'on pouvait se demander si ce n'était pas plutôt les états-généraux de la fédération Action sociale de la CGT. Là encore, c'est bien par faiblesse du mouvement dans le secteur social que la CGT a pu prendre une telle place, d'autant qu'elle ne participe pas, à de rares exceptions près (la région Nord, par exemple) aux collectifs locaux. Une journée d'action a pu être décidée pour le 5 octobre, mais il est difficile à ce jour d'en prévoir l'importance car, dans une des conventions collectives du secteur, un avenant vient d'être signé : il s'agit d'un rattrapage salarial permettant de retrouver la parité — perdue en 1985 — avec la Fonction publique. Il va gonfler le salaire de septembre et peut engendrer une partielle démobilisation. Evin a écrit, lui-même, qu'il « *permettra un retour... à un climat social plus harmonieux dans ce secteur* ». Il n'empêche que ce saupoudrage « oublie » scandaleusement les catégories aux bas salaires, tout comme dans la Fonction publique hospitalière, les catégories C et D attendent toujours.

Un calendrier éclaté

Les accords Evin d'octobre 1988, et les différentes mesures statutaires ou conventionnelles laissent de côté de nombreuses catégories. Mais les laissés-pour-compte se réveillent ; ainsi des journées d'action vont émailler cette fin de septembre et ce mois d'octobre : le 26 septembre, se sont mobilisés les médico-techniques ; le 28 c'est au tour des personnels de psychiatrie ; puis le 5 octobre outre le secteur social, se réuniront les salariés de catégorie C et D ; le 12 octobre action des infirmières européennes se joindront d'autres catégories (aides-soignantes, kinés, ergothérapeutes, etc.).

Ce calendrier d'actions éclatées permettra-t-il une mobilisation d'ensemble dans le secteur sanitaire et social aux revendications communes ? Quelle jonction avec les secteurs en lutte comme Peugeot et les Impôts ? Des questions essentielles si on veut sortir du schéma « luttes éparpillées, saupoudrage patronal et gouvernemental », qui se reproduit depuis bien trop longtemps, d'autant plus que les organisations syndicales pèsent peu en ce sens.

L. N.
(Gr. Pierre-Besnard)

COMATEC

Licenciements

NOUS nous attendions, après avoir perdu notre deuxième procès en représentativité à la COMATEC, à des représailles de la part de la direction contre ceux qui s'étaient engagés à nos côtés. Deux de nos militants, qui s'étaient présentés sur la liste des élections de délégués du personnel ont été licenciés pour fautes graves. La COMATEC fait peser une pression sur ceux qui auraient l'intention de persévérer malgré tout.

La méthode reste très « traditionnelle ». Deux jours après le dépôt de la liste, le candidat CNT qui s'était présenté sur la liste du 2e collège se voyait convoqué à un entretien pour faute grave. Devant la réaction de la CFDT et notre lettre à l'inspecteur du travail qui demanda des explications, la COMATEC recula mais le copain fut quand même muté dans un autre service. A son retour de vacances, la direction organisa une tournée sur son chantier et prétexta la présence de bidons de gasoil, qui venaient d'être livrés, dans les locaux de la RATP pour invoquer un risque grave, un manque flagrant d'encadrement... Bref, la COMATEC licencie le copain pour faute grave.

Pour le deuxième camarade, un nettoyeur d'origine malienne, la COMATEC invoque un refus de travail. En fait, ce camarade est soigné pour de la sarcoïdose et le certificat médical spécifie que les déplacements doivent lui être évités. Alors qu'un autre nettoyeur refuse régulièrement des tâches ou des horaires, la direction demande à notre militant de le faire. Cette affectation lui occasionne des déplacements et il refuse ce qu'il considère comme de la discrimination. Sanction : licenciement pour faute grave. Son appartenance à la CNT est évoquée oralement pour expliquer la décision.

On peut dire que le tribunal d'instance, en nous refusant la représentativité tout en nous reconnaissant de 4 à 6% d'adhérents et une activité réelle lors du conflit, a laissé le champ libre à la COMATEC pour faire abattre la répression. Elle ne connaît déjà pas le droit syndical quand il s'agit d'une organisation comme la CFDT, imaginons ce qu'elle nous réserve ! Ne le cachons pas, il va nous être difficile de continuer à la COMATEC. Tout copain qui montrera le bout de l'oreille doit s'attendre à être licencié. Quant aux copains virés, ils ne souhaitent pas réintégrer la COMATEC, ce qui nous empêche aussi d'envisager certaines formes de lutte.

Pour l'instant, nous préparons une campagne pour la liberté syndicale. D'autres syndicats, le SUD, le CRC... vivent les mêmes difficultés quant à la reconnaissance de leur représentativité. Pour les deux copains, nous préparons les dossiers prud'homme pour licenciement abusif, sans compter qu'à l'étude des feuilles de paye de nombreuses irrégularités sont apparues. Nous vous tiendrons au courant de l'évolution de la situation. Quelle que soit la suite de l'affaire, les difficultés auxquelles se heurte la CNT prouvent bien qu'elle agit à l'intérieur des entreprises sur le terrain syndical. C'est au travers de ce type d'expérience que la CNT s'affirmera, se renforcera, et qu'elle saura tirer les conclusions pour aller de l'avant.

ALAIN
(syndicat des transports CNT)

IMPOTS

Alors, on négocie ?

TOUJOURS en lutte, les agents des impôts commencent à s'impatienter vis-à-vis de Bérégovoy, ministre des Finances. Le rapport de forces est créé par par les grévistes dont le nombre progresse de jour en jour sans faillir. Mais, au ministère, on ne « moufte » pas. Aucune ouverture n'est faite pour le début des négociations sur les revendications des salaires des agents, les emplois, les carrières et la modernisation. Le ministère ne s'est manifesté que par une quinzaine de propositions minables (cf. *Monde libertaire* n° 760) qui n'ont fait qu'augmenter le courroux des agents. De plus, le conflit des Impôts est très peu couvert par les médias. Le gouvernement ne doit pas être innocent là-dessus, puisqu'il focalise la presse sur le conflit Peugeot qui est une boîte privée. D'ailleurs, le nouveau slogan des grévistes est : « *Calvet, Béré, mêmes patrons, même combat !* ».

Une semaine d'action

Face à cet isolement des « actions médiatiques » ont échelonné la semaine. Tout d'abord, le lundi 18 septembre, 1 500 grévistes ont accueilli Rocard à Cergy où il fêtait les 20 ans de la ville nouvelle, cela a permis aux CRS de donner de la matraque. Le lendemain, 2 000 grévistes ont occupé la Bourse des voleurs pendant trois heures en bloquant les cotations, et là la presse a daigné en parler mais bien sûr sans citer les revendications. Le 21 septembre, une délégation est allée sermonner sans illusions les socialistes, rue de Solférino. Sans illusions en effet, puisque dans une intervention, J.-J. Queyranne, du bureau exécutif du PS, allait dans le sens du gouvernement.

Sur le terrain, l'action s'intensifie et l'Etat en bave de plus en plus, c'est le principal. La capsulerie de Reims est complètement fermée. J'explique : le papier argenté des bouteilles de champagne, la cire rouge des grands crus, la capsule métallique des kilbus de « Préfontaine » sont en fait des timbres fiscaux. Eh bien, les capsuleries fabriquent ces timbres et, bien sûr, sans timbres, impossible de commercialiser les bouteilles. Croyez-moi, dans les caves, ça gueule !

L'économie nationale en péril

Le gouvernement essaie, bien sûr, de détourner la grève en certains endroits. La direction générale des Impôts a ainsi décidé de donner les poinçons aux bijoutiers — sur proposition de la Chambre syndicale des orfèvres et bijoutiers — et de les retirer au service de la Garantie qui jusque-là contrôlait les métaux précieux (cf. *Monde libertaire* n° 761). Ce qui est complètement illégal. Les bijoutiers vont pouvoir poinçonner n'importe quelle ferraille comme métal précieux. Permettre cela, c'est comme si la Banque de France permettait à n'importe qui de battre monnaie.

Au plan de la fédération des Finances, l'action s'étend au Trésor public où, sur 1 200 agents, 600 sont en grève à ce jour. Aux Douanes, le centre informatique de Toulouse qui donne et étudie les chiffres du commerce extérieur est totalement bloqué. Le 22 septembre, a été organisée, à l'initiative des fédérations des Finances, une manifestation Ile-de-France de Chaussée-d'Antin à Matignon. Une fois de plus, 10 000 fonctionnaires étaient dans la rue pour s'entendre dire à Matignon que l'on avait fait « énormément» pour eux, et qu'il ne fallait pas mettre en péril l'économie du pays. Bizarre, bizarre, Mitterrand a dit la même chose la veille lorsque, à une inauguration à Créteil, des agents des Impôts l'attendaient.

Chez les grévistes, le ton monte et ils ne sont pas prêts de lâcher le mouvement. Chers ministres, faites gaffe, on aiguise nos crocs.

P. S.

Un service régulier et pratique l'abonnement

en bref...en bref...

• **ANTIMILITARISME.**
Le COT organise, le samedi 30 septembre, à 18 h, une fête antimilitariste au gymnase d'Albi. Au programme, à 18 h, un groupe folk (Calou et ses amis), à 19 h 30 un repas (participation 30 F, prévenir à l'avance) et, à 21 h, du blue grass (Les Korrigans) et du rock (Winnipeg). S'adresser au COT, BP 229, 81006 Albi cedex.

• **SOUTIEN.**
Mohamed Jelidi, en France depuis l'âge de dix ans (il en a 29 aujourd'hui) est frappé d'une mesure d'expulsion pour avoir fait de la prison. Pour faire face à cette mesure discriminatoire, une réunion d'information et de mobilisation est prévue le jeudi 5 octobre 1989 à 20 h, au 46 rue de Vaugirard (métro Odéon ou Luxembourg). Pour faire face aux frais d'avocat, soutien financier, à l'ordre de Jacques Lesage de La Haye, 60, clos des Cascades, 93160 Noisy-le-Grand

N°762 JEUDI 28 SEPTEMBRE 1989

SUD

En route vers le SUD...

La semaine dernière, à la Plaine-Saint-Denis, les moutons noirs des PTT ont tenu leur 1er congrès national. La toute jeune fédération SUD (Solidaires, unitaires et démocratiques) réunissait ses 300 délégués pour débattre de son avenir et de ses perspectives d'actions.

Fier de ses 1 800 adhérents après seulement quelques mois d'existence et de son score aux dernières élections professionnelles (13% en région parisienne, 5% au niveau national), le SUD s'est montré déterminé à défendre les personnels de son secteur et a débattre sur l'avenir du syndicalisme.

Pendant quatre jours, du rapport Prévot à la recomposition syndicale, aucun débat n'a été écarté. Nous publions ci-dessous de larges extraits des résolutions et un bref compte-rendu sur le débat du jeudi, consacré justement au syndicalisme. Normal...

Le Comité de rédaction

LE SUD des PTT a eu l'idée fort pertinente d'inviter pour un après-midi toutes les organisations syndicales, afin de débattre sur deux thèmes incontournables du syndicalisme d'aujourd'hui : la recomposition syndicale et l'auto-organisation des salariés.

La CFDT, la CGT et FO, absentes, n'ont pas daigné répondre officiellement à l'invitation. Les sujets du débat ne les concerneraient-elles pas ?

Les « autres » étaient là : ils se connaissent, ils ont déjà agit ensemble : le SGEN-Paris, le SNPIT (Syndicat national des personnels d'Air Inter), l'Ecole Emancipée, le CRC-Santé, le SNDI (Syndicat national des Impôts), les CNT française et espagnole, la branche cheminots de la fédération CFDT des transports, ainsi que quelques autres comme les Cobas italiens ou la SAC suédoise. Ceux-là se retrouvent dans la pratique d'un syndicalisme d'action, attractif, unitaire, démocratique et considérant que la lutte de classe est une réalité.

Un autre syndicalisme

Parmi toutes ces organisations, certaines n'ont que quelques mois d'existence (SUD, CRC), d'autres plusieurs années. Mais, de fait, elles existent en dehors des grandes confédérations reconnues par l'Etat. Elles obtiennent des résultats aux élections professionnelles et des résultats aussi et surtout dans leurs actions revendicatives.

Leur pratique attire la confiance d'un nombre croissant de salariés. Alors, la question de fédérer ou de confédérer tout ce monde émerge maintenant dans la tête de certains militants. Et, lors du débat, plusieurs camarades du SUD ont posé clairement cette question : pourquoi ne pas faire un syndicat CRC-SUD, puisque nous avons été exclus de la CFDT dans les mêmes conditions et pour les mêmes raisons ?

D'autres répondent que le débat n'est pas mûr. Pas pour tous, mais la question mérite quand même d'être examinée de près.

N'y a-t-il pas contradiction à craindre une division supplémentaire du monde ouvrier en constituant une 6e confédération alors que, pour l'instant, nous sommes manifestement éparpillés chacun dans notre secteur ? Où est la plus grande division ?

Certes, beaucoup d'intervenants ont souhaité des rencontres régulières, des passerelles, des projets d'actions communes. C'est un premier pas.

Mais la recomposition syndicale social-démocrate préparée par la FEN, si elle réussit, va de toutes façons bouleverser l'échiquier du syndicalisme français, voire européen et le « nombre » des grandes organisations risque de se modifier. Si nous ne prenons pas les devants pour imposer, unis et forts, le syndicalisme que nous voulons, si nous restons passivement à attendre, qu'adviendra-t-il de nous ?

On l'a dit et répété, le syndicalisme est en crise. Mais pas n'importe lequel. Celui des permanents qui cumulent les mandats politiques et syndicaux, celui des bureaucrates et des planqués qui trainent autour des tables rondes auxquelles les puissants daignent les inviter.

Les salariés savent que cette forme de syndicalisme ne défend pas leurs intérêts et le prouvent en allant s'organiser ailleurs et autrement. C'était le deuxième débat : l'auto-organisation des salariés des coordinations aux comités de grèves. Toutes les structures présentes ont réaffirmé leur soutien à cette forme d'organisation. Pour l'essentiel, ces débats n'ont fait que souligner l'importance des enjeux pour l'avenir du syndicalisme et l'indispensable nécessité de fédérer nos actions au-delà des frontières et des Etats.

Un jour peut-être des Cobas à la CNT, du CRC à la SAC suédoise, on se retrouvera essemble, solidaires, unitaires et démocratiquement...

Louise et Michel

Quelques extraits des textes soumis aux débats et adoptés par le congrès

• Sur l'identité du SUD :

« (...) La Fédération SUD se prononce pour une rupture profonde avec la logique capitaliste.

En cela elle inscrit son action dans la conception du syndicalisme défini en 1906 par la CGT dans la Charte d'Amiens qui assigne un double objectif et une exigence pour le syndicalisme : défense des revendications immédiates et quotidiennes des travailleurs et lutte pour une transformation d'ensemble de la société, cela en toute indépendance des partis politiques.

Elle se reconnaît aussi dans l'apport pour le mouvement syndical par la CFDT des années 70, du projet de socialisme autogestionnaire comme objectif de transformation sociale.

L'émancipation des travailleurs sera le fruit de l'action consciente, collectivement déterminée et mise en œuvre, et librement consentie par les travailleurs eux-mêmes.

Si notre intervention se situe dans le milieu du travail, elle s'exerce également dans tous les domaines de la vie sociale de par les conséquences qui en découlent sur les conditions d'existence des travailleurs. C'est à partir de cette conception globale de l'intérêt des salariés que le SUD se réserve le droit de porter tout jugement qu'il estime nécessaire sur les orientations, les décisions et les actions des différentes forces économiques, politiques et des gouvernements.

Pour autant, la Fédération SUD, outil des travailleurs au service des travailleurs, organisation syndicale pluraliste visant à unifier les salariés pour la défense de leurs revendications, ne confond pas son rôle avec celui d'un parti politique. L'expérience le prouve : pour avoir aliéné leur indépendance au profit des gouvernements et des partis politiques, les grandes confédérations syndicales ont ces dernières années largement contribué à décourager, démobiliser et désorienter les travailleurs, affaiblissant ainsi considérablement leur capacité de riposte collective.

La Fédération SUD élabore ses orientations et détermine son action dans la plus totale indépendance vis-à-vis des organisations politiques, des gouvernements, de l'Etat, des groupes économiques et financiers, du patronat et des logiques que les uns et les autres véhiculent.

Elle entend en toutes circonstances demeurer auprès des travailleurs pour la défense intransigeante de leurs intérêts.

La Fédération SUD se doit d'avoir un mode de fonctionnement en rapport avec son projet de société. »

• Sur l'avenir du syndicalisme :

« (...) Le SUD doit cependant éviter, sur la base de l'impact de sa démarche, de se laisser enfermer dans le rôle d'une fédération " autonome ", même combative.

Notre ambition n'est pas de nous cantonner dans un secteur professionnel :

• Dès que l'action syndicale dépasse l'horizon d'une branche professionnelle, l'" autonomie " est un handicap. C'est évident aux PTT, lorsque nous sommes confrontés à des problèmes généraux à la Fonction publique (salaires !). Mais c'est aussi vrai pour la lutte contre le chômage ou pour la défense de la Sécurité sociale, pour ne prendre que deux des problèmes les plus criants du moment.

• Par rapport à notre objectif stratégique, la transformation profonde de la société, nous avons besoin d'une confrontation avec l'ensemble des secteurs professionnels.

Si le SUD est aujourd'hui, de fait, une fédération indépendante, notre démarche trouvera toute sa signification dans une " confédération ", offrant notamment une réelle autonomie à chacune de ses structures.

Nous ne nous résignons pas à l'éparpillement du mouvement syndical. Pour cela nous devrons participer, en collaboration avec d'autres structures, à la définition d'un projet syndical d'avenir. Un projet en phase avec les nouvelles aspirations, avec l'expression des spécificités mais pour le développement des solidarités...

Le SUD, présent au cœur des mouvements sociaux, devra prendre des initiatives pour faire avancer sa conception du syndicalisme :

• un syndicalisme de mobilisation et de luttes ;

• un syndicalisme qui œuvre pour une transformation radicale de la société et qui pour obtenir satisfaction ne se limite pas au cadre de la société bourgeoise ;

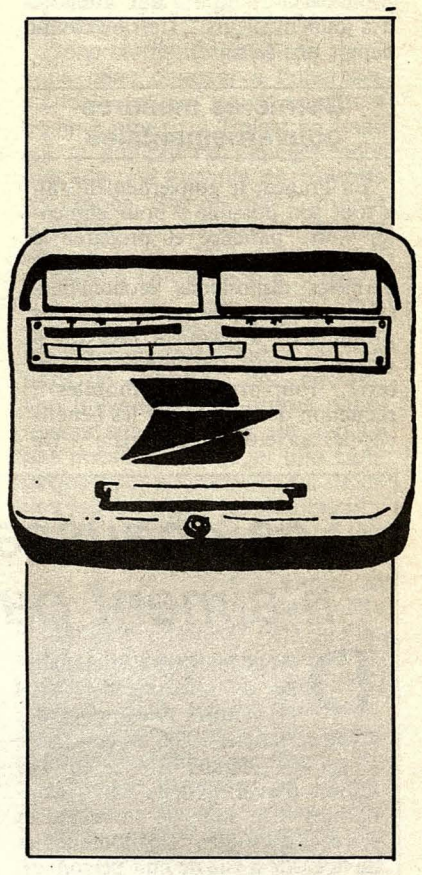
• un syndicalisme qui, sur ces bases, ne se satisfait pas de la multiplicité des organisations syndicales.

Si tel est notre objectif, les difficultés, dans l'étape actuelle, sont réelles.

Il ne saurait être question de s'isoler dans un repli minorisant, dans un conglomérat des « ex », des « purs et durs », refusant la confrontation.

Une intégration/fusion avec une confédération existante (CGT, CFDT, FO) n'est pas non plus à l'ordre du jour. Parce que nous n'avons pas la même pratique d'action (revendications, comportements dans les luttes...), mais surtout parce que le fonctionnement, l'absence de démocratie interne à ces confédérations ne le permettraient pas.

Aujourd'hui, nous devons, plus modestement, mettre en place un dispositif articulé aux réalités du mouvement syndical actuel. Nous avancerons en fonction des possibilités. »



• Sur le fédéralisme :

« (...) Se fédérer, c'est passer un contrat dans lequel une réelle autonomie politique, organisationnelle et fonctionnelle est assurée aux syndicats.

En contrepartie de cette autonomie, certaines conditions doivent être respectées par les syndicats. Ainsi ne pas reprendre une revendication, ne pas relayer une action fédérale est un droit absolu mais qui implique, sous peine de rendre plus difficile un véritable fonctionnement fédératif de respecter un " engagement moral " base du contrat :

• en cas d'accord, après débat collectif en son sein, le syndicat applique la décision quand il l'a votée ;

• en cas de désaccord, le syndicat s'engage à porter le débat de fond dans la fédération ;

Les syndicats respectent le mandat donné à la fédération, c'est-à-dire la légitimité issue des débats et des votes de congrès, base de sa capacité de coordination, d'action et de négociation.

Par ailleurs, dans le cas de négociations à son niveau ou de décisions importantes, la fédération se donnera tous les moyens de pouvoir consulter l'ensemble de ses adhérents. Cette consultation pouvant aller jusqu'à l'organisation d'un référendum.

Tout syndicat a le droit de prendre une position différente ou contraire de celle de la fédération. Il se doit, pour respecter notre conception du fédéralisme, d'assumer toutes les raisons et conséquences de ces actes.

APPEL DU 1° CONGRES DU SUD AUX SYNDICATS ET STRUCTURES SYNDICALES

La fédération SUD, qui agit dans les PTT, ne se résoud pas à cet état de fait et n'entend pas cantonner son analyse aux seuls PTT. Elle ne conçoit son rôle qu'en relation avec l'ensemble du mouvement syndical, dans la recherche des rapprochements et des convergences.

Pour favoriser, impulser les mobilisations et soutenir les conflits en cours, il faut rechercher l'unité d'action et les convergences les plus larges possibles.

La rentrée sociale sera largement marquée par la question salariale dans la fonction publique.

Pour favoriser la mobilisation, il faut aller vers la constitution d'un large front syndical unitaire. Le SUD fera cette proposition à toutes les structures syndicales intervenant dans la fonction publique, et, dans ce cadre, défendra ses positions : nécessité d'un rattrapage pour les pertes liées à l'inflation, en particulier pour l'année 89 ; revendication d'une augmentation égale pour tous de .. points, au lieu de la proposition du "pacte de croissance" faite par le premier ministre ...

Le rapport de force des fonctionnaires est en partie déterminé par les conflits en cours sur les salaires : agents des impôts et du ministère des finances, grèves dans le groupe Peugeot.

Diffuser l'information aux PTT et organiser la solidarité autour de ces deux conflits est la première de nos taches. Mais, là aussi, des initiatives unitaires s'imposent.

Au delà de la mobilisation immédiate, il nous faut travailler à un projet syndical d'avenir.

Avec un taux de syndicalisation qui plafonne à 10%, une division qui jette le discrédit sur l'ensemble du mouvement syndical, plus une perte générale de fonctionnalité, le syndicalisme est aujourd'hui dans l'incapacité de répondre aux aspirations des salariés.

En conservant et approfondissant les acquis du mouvement ouvrier, un projet syndical d'avenir doit répondre à tous ces défis.

Il doit répondre aux aspirations à la démocratie et au contrôle, que portent les coordinations ou comités de grève qui sont apparus dans les dernier conflits.

Il doit lutter contre la tendance actuelle à l'éparpillement du syndicalisme, au repli sur l'entreprise et la branche, en favorisant l'unité d'action, les rapprochements, l'ouverture du débat sur l'avenir du syndicalisme.

Travailler à un tel projet syndical ne peut être l'oeuvre d'une seule fédération.

C'est pourquoi le SUD s'adresse à toutes les structures syndicales, confédérations, fédérations et syndicats, pour mettre en chantier ce projet.

Le 1° congrès de la fédération SUD mandate le Bureau Fédéral pour rencontrer toutes les structures syndicales qui le souhaitent, et le Comité Fédéral pour, dans un délai de 6 à 9 mois, en tirer un premier bilan et proposer les initiatives adéquates (rencontre, conférence, débats...).

N°762 JEUDI 28 SEPTEMBRE 1989

HUMEUR

Plus dure sera la chute !

IL faut croire que l'hypocrisie est l'un des caractères les plus répandus dans les structures qui dirigent aujourd'hui les sociétés humaines.

Que de discours sur les « grands principes : liberté, égalité, fraternité » ; sur les droits de l'homme et la « démocratie » ; n'avons-nous pas entendu à l'occasion du bicentenaire de la Révolution et du « Sommet de l'arche » organisé peu après. La « patrie du socialisme » en aurait même été séduite puisque la nomenklatura soviétique se prépare aujourd'hui à prendre le chemin du libéralisme économique.

C'est dire la chance que nous avons ! Les principaux médias n'oublient pas de nous le rappeler, en guise de nourriture et de divertissement. En guise seulement, car pour le reste — c'est-à-dire le principal — il nous faut attendre des jours meilleurs... (refrain connu depuis une éternité)

Dernières mesures gouvernementales

En France, le gouvernement fait « tout son possible » pour alimenter notre patience et préparer la fameuse Europe de 1993. Ainsi, les dernières dispositions économiques (1) : baisse de 3% sur la TVA des produits de « première nécessité » (matériel hi-fi, parfumerie, bijouterie, fourrures, automobiles) ; réduction de l'impôt sur les bénéfices des sociétés « réinvestis »... De quoi, en effet, améliorer les conditions de vie des chômeurs et smicards !

D'autres, par contre, vivent des « temps difficiles », comme cette nouvelle génération « de bipèdes » appelés « Golden boys », et dont les « terres de prédilection » se situent (entre autres) à Wall Street et au palais Brongniart. Les médias n'ont-ils pas insisté récemment sur « leurs problèmes » (2) ?

Pour justifier ses projets de réformes et ses mesures sociales comme, par exemple, la restructuration des PTT et le blocage des salaires, le gouvernement français n'avance qu'une seule raison : faire face à la concurrence internationale et préparer l'Europe de 1993. Cette raison est-elle fondée ?

Le Monde diplomatique met « les pieds dans le plat » par une série d'articles sur la situation de l'économie dans le monde et en particulier sur les Etats-Unis — pays qui a donné naissance aux structures économiques modernes...

En dehors des années précédant la crise de 1929, les Etats-Unis n'ont jamais connu une telle concentration de richesses. Dix pour cent des Américains détiendraient les deux tiers de la fortune nationale. Parmi eux, un pour cent a vu sa part augmenter de 25% à 35% du total en dix ans. La fortune cumulée des 400 plus riches équivaudrait à la totalité de l'épargne placée dans les banques commerciales par toute la population. Sept des patrons des principales multinationales américaines ont triplé leurs revenus personnels annuels entre 1985 et 1987, passant en moyenne de 1 770 000 à 4 650 000 dollars. Le patron de Général Electric détiendrait le record : 1 614 000 dollars en 1985 contre 12 631 000 dollars en 1987. Les plus riches fixent eux-mêmes le montant de leurs contributions ; « *Les plus cyniques s'exemptent* » (3).

« L'envers de la médaille »

Parallèlement, selon une récente étude du Congrès américain, le revenu moyen des plus démunis aurait baissé de 10,8% entre 1973 et 1987 (4). Le salaire minimum horaire de 3,35 dollars n'a pas été relevé depuis huit ans. Il aurait perdu plus du quart de sa valeur.

A Washington, la capitale, la mortalité infantile serait de vingt pour mille (en France, elle est encore inférieure à dix pour mille). Un enfant sur trois, de moins de six ans, vit au-dessous du seuil officiel de pauvreté.

A New York, le nombre de sans-abri atteindrait un niveau jamais vu depuis la crise des années 30. Leur nombre — il n'y a aucune statistique précise — atteindrait les deux millions (5).

Au 1er janvier 1989, les Etats-Unis comptaient — officiellement — 117 705 000 travailleurs et 6 554 000 chômeurs. Le gouvernement se vantait d'avoir créé 19 millions d'emplois depuis 1982. Il semblerait que « le miracle américain », sur ce point, tiendrait plus du talent de ses publicitaires que de l'ampleur des résultats (6). Cinq millions deux cents mille Américains travaillent à temps partiel — faute d'autre possibilité. Une proposition importante des 20 millions d'emplois créés depuis dix ans sont à bas salaires et avec de médiocres couvertures sociales. Plus de la moitié ont une rémunération annuelle inférieure à 11 600 dollars. Le revenu du travail est inférieur à celui des années 70 ; de 1980 à 1988, la baisse serait de 2,4%...

Plus dure sera la chute

Ne nous faisons pas d'illusions : l'Europe de 1993 que nous concoctent les gouvernements n'aura pas d'autres conséquences qu'un accroissement des inégalités économiques et sociales. La politique internationale, à l'Ouest comme à l'Est, dans les pays du tiers monde comme dans les pays « riches », fait allégeance aux pouvoirs économiques. Les conditions matérielles d'existence que connaissaient les paysans du Moyen-Age et les ouvriers du XIXe siècle, en Europe, n'étaient peut-être pas plus déplorables que celles qui frappent aujourd'hui à notre porte, avec en plus de possibles « catastrophes écologiques ».

Cela est d'autant plus rageant qu'aujourd'hui notre société a les moyens techniques de procurer à chaque être humain nourriture et logement en suffisance...

Christian (liaison d'Evreux)

(1) Le Monde *du 7 et du 8 septembre.*
(2) Voir dernièrement le rachat du groupe d'assurances Victoire.
(3) Le Monde diplomatique *de septembre : « Les fantastiques fortunes de la révolution conservatrice ».*
(4) Idem : « Washington : Misère et racisme dans la citadelle du pouvoir ».
(5) Le Monde diplomatique *de mars 1989 : « Davantage de sans-abri à New York ».*
(6) Idem : « Comment la société de spéculation pénalise ses perdants ».
Lire aussi : « Le triomphe des inégalités », Manière de voir *n° 5, Editions du Monde diplomatique, 10 septembre 1989.*

Les chaussettes à clous n'aiment pas le biniou !

DANS le cadre des enquêtes sur les attentats de l'ARB (1) et après 17 vaines gardes à vue en janvier 1988, les émules de Roger le Taillender peuvent enfin se réjouir d'avoir obtenu deux inculpations à la suite de surveillances serrées, d'écoutes téléphoniques et de la garde à vue de huit personnes. Même si la mise à sac de logements, l'interrogatoire d'une femme enceinte qui se prolonge à l'hôpital, la garde à vue de trois jours, des coups sur le crâne pour maîtriser une crise de nerf furent les moyens employés, les résultats sont là ; la détention d'explosifs et l'association de malfaiteurs sont retenus comme chefs d'inculpation à l'encontre de Gilbert Cabon et de Jean-Yves Meudec.

Dès lors des actions sont menées par les comités de soutien à Quimper, Paris et dernièrement pendant le festival de Lorient où, cette fois, une vingtaine de manifestants distribuant des tracts ont été interpellés pour contrôle d'identité au poste de police. Il faut croire que le défilé qu'ils effectuèrent auparavant avec la « parade des nations celtes » déclencha dans la tribune officielle, chez le sous-préfet ou dans une fraction du PS, ce qui allait être une nouvelle « bavure ». En effet, si les flics étaient autorisés à contrôler leurs identités, ils n'étaient pas autorisés, sans commission d'infraction préalable ni refus de contrôle d'identité, à conduire les manifestants au commissariat, d'autant plus que cette intervention policière fut commise avec une violence délibérée. Ainsi Kload an Duigou fut traîné sur une vingtaine de mètres sur le dos (inutile de vous décrire l'état de celui-ci), puis ce fut le tour à Luis Ardevens de subir dans le commissariat des coups de pied dans les côtes, provoquant les fractures des 6e et 7e côtes.

Tout cela ne fut pas sans provoquer un certain émoi chez certains groupes de musiciens, de festivaliers et chez les diverses associations présentes au festival, et 300 personnes protestèrent le samedi suivant pendant une heure dans les rues de Lorient. Les organisateurs ont décidé, pour finir, de débaptiser une place pour l'appeler du nom des deux inculpés actuellement enfermés à la Santé et à Fresnes.

Si, en tant que libertaires, les propositions des différents partis bretons indépendantistes (à ne pas confondre avec l'Emsav [2]) concernant la libération d'un peuple ne peuvent que provoquer de l'urticaire, car toujours aliéné à l'idée qu'un Etat — fût-il breton — puisse être « *un instrument qui permettra à la nation bretonne de vaincre le capitalisme et d'instaurer la société socialiste bretonne autogérée dans laquelle les hommes et les femmes seront enfin maîtres de leur destin.* » (3), la répression que subissent actuellement des militants bretons ne peut nous laisser indifférents ; surtout quand ceux-ci se voient gratifiés d'une infraction à une loi instaurée sous la IIIe République. Si on ne ressuscite pas la guillotine tout de suite, on ne manquera pas de voir que c'est bien là la volonté de criminaliser toute résistance sociale et toute tentative visant à remettre en cause la structuration de l'espace imposée par l'Etat.

J. SERIEN
(Gr. Salvator-Haro)

(1) Armée révolutionnaire bretonne.
(2) Emsav, c'est le mouvement breton en général, comprenant partis politiques et associations. Les libertaires bretonnant prendront certainement plaisir à lire Al Lanv, *59, Hent Kerdroniou Vihan, 29000 Kemper.*
(3) Sixième point de la charte d'EMGANN. EMGANN déclare qu'il n'existe aucune interférence entre l'ARB et elle-même, mais elle estime que l'ARB aspire au même but qu'elle.

ANTICLÉRICALISME

Déchristianisons !

CETTE année, avec le retour musclé de l'intégrisme, aura démontré — mieux que les inlassables mises en garde des libres penseurs — que l'Eglise est toujours dangereusement active. Un homme y a payé de sa vie le simple fait de regarder un film maudit (*Affaire de femmes* de Claude Chabrol). On aura pu apprécier les discours compréhensifs de nos croyants envers un fanatisme complaisamment dénoncé par ailleurs. A ce propos, n'oublions pas que près de nous, en Allemagne, si les auteurs irrespectueux ne sont pas condamnés à mort, il n'en sont pas moins poursuivis en vertu d'une loi de blasphème.

Moins spectaculaire et plus efficace à terme, grâce à ses relais économiques, on a pu voir l'Eglise tenter d'empêcher l'exploitation d'une pilule abortive. Avec la même « morale », le groupe Ampère « *s'efforce de promouvoir tout ce qui peut aider nos contemporains — les jeunes en particulier — à croire, à vivre de la foi, à acquérir une dignité humaine conforme au vouloir de Dieu (...). Le pape Jean-Paul II appelle volontiers et avec insistance tous ceux qui le peuvent à s'engager* " sans faiblir dans ces réalités de la presse, de l'édition et de l'audiovisuel " » (1). C'est pourquoi ce groupe a fait main basse sur près de 50% du marché de la bande dessinée francophone.

Nous ne parlerons pas ici de l'action de l'Eglise dans les syndicats, pour cela nous faisons confiance à notre camarade Prévôtel (2), ni dans l'éducation et l'extrême droite... Mais force est bien de constater que la déchristianisation doit être poursuivie. On ne peut lutter contre le capital et l'armée en négligeant l'Eglise.

Quelle risposte ?

La riposte est nécessaire... Mais quelle riposte ? Le blasphème en toute occasion ? User et abuser d'un droit d'expression que l'Eglise souhaite nous retirer ? Bien sûr, mais cela est bien loin de suffire. Il faut s'attaquer aux bases de la « représentativité » et de la « légitimité » de l'Eglise : le baptême.

Empêchons l'Eglise de faire valoir ses registres de baptême pour gonfler le chiffre des catholiques qu'elle représente. Comment ? Il suffit de demander à « son curé » de porter la mention « *a renié son baptême* » sur son registre. En effet, le clergé, s'il ne veut pas tomber sous le coup de la législation des sectes, est obligé par la loi d'accéder à cette demande. Aussi à vos stylos, voici un modèle de lettre-type :

« *Monsieur le curé,*

Ayant été baptisé en l'église de ... le ...sous le nom de ..., je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter sur le registre des baptêmes et en regard de mon nom la mention suivante : " a renié son baptême par lettre du ... ".

Ce sera ainsi parfaire l'expression de la vérité, que nous respectons vous et moi, en évitant le mensonge qui pourrait faire croire, au vu de mon nom sur ces registres, que j'appartiens à la communauté catholique.

Ainsi, vos scrupules et les miens seront apaisés et vos registres purs de toute ambiguïté.

Vous seriez aimable de m'informer dès satisfaction de ma demande.

Vous remerciant par avance, je vous adresse, monsieur le curé, l'expression de mes sentiments de meilleurs civilités.

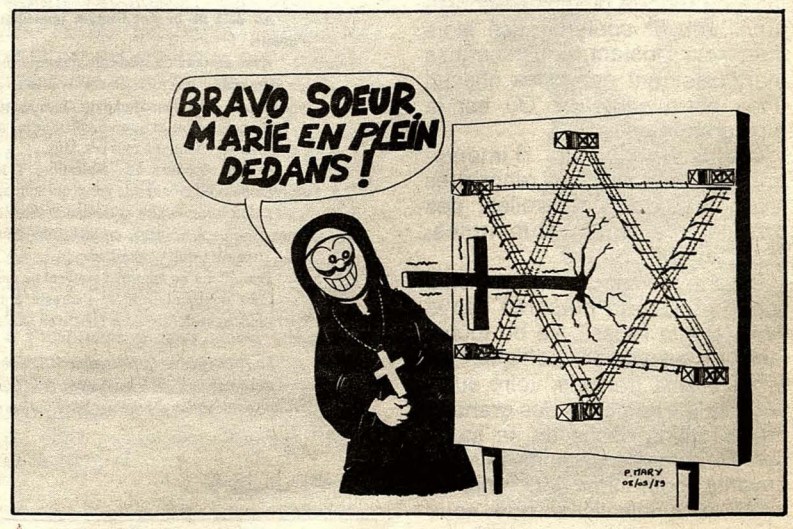
date et signature »

N'oubliez pas de joindre une enveloppe timbrée avec votre adresse pour la réponse. Dans le cas où le baptême aurait été confirmé, celui-ci serait plus difficile à supprimer. Mais, dans ce cas, le curé doit insérer votre lettre dans son registre.

Cette démarche est loin d'être aussi symbolique qu'il y paraît. Avec l'arrivée de l'Europe et d'une nouvelle législation, l'Eglise va probablement avoir à négocier un nouveau concordat (ce qui peut impliquer un impôt du culte, voire une loi de blasphème), et pour cela s'appuyer sur ses registres de baptême qui sont les garants de sa représentativité. Si nous ne voulons pas d'un tel concordat, n'oublions pas qu'il y en a déjà un en Alsace (3), nous devons agir rapidement. Lutter contre l'Eglise au coup par coup sur tous les terrains (éducation, liberté d'expression, contraception, etc.) est nécessaire mais ne suffit pas, il faut lui saper sa représentativité où elle puise sa force.

Gr. Flores-Magón

*(1) C'est ainsi que Rémy Montaigne, principal animateur de ce groupe, définit les objectifs du groupe Ampère dans une lettre du 3 décembre 1987 destinée à tous les évêques de France (*Libération *du 26 janvier 1989).*
(2) Cléricalisme moderne et mouvement ouvrier, *Marc Prévôtel, Volonté anarchiste, en vente à la librairie du Monde libertaire (35 F).*
(3) c'est-à-dire un accord passé entre l'Etat et l'Eglise, certains membres du clergé sont salariés grâce aux impôts.



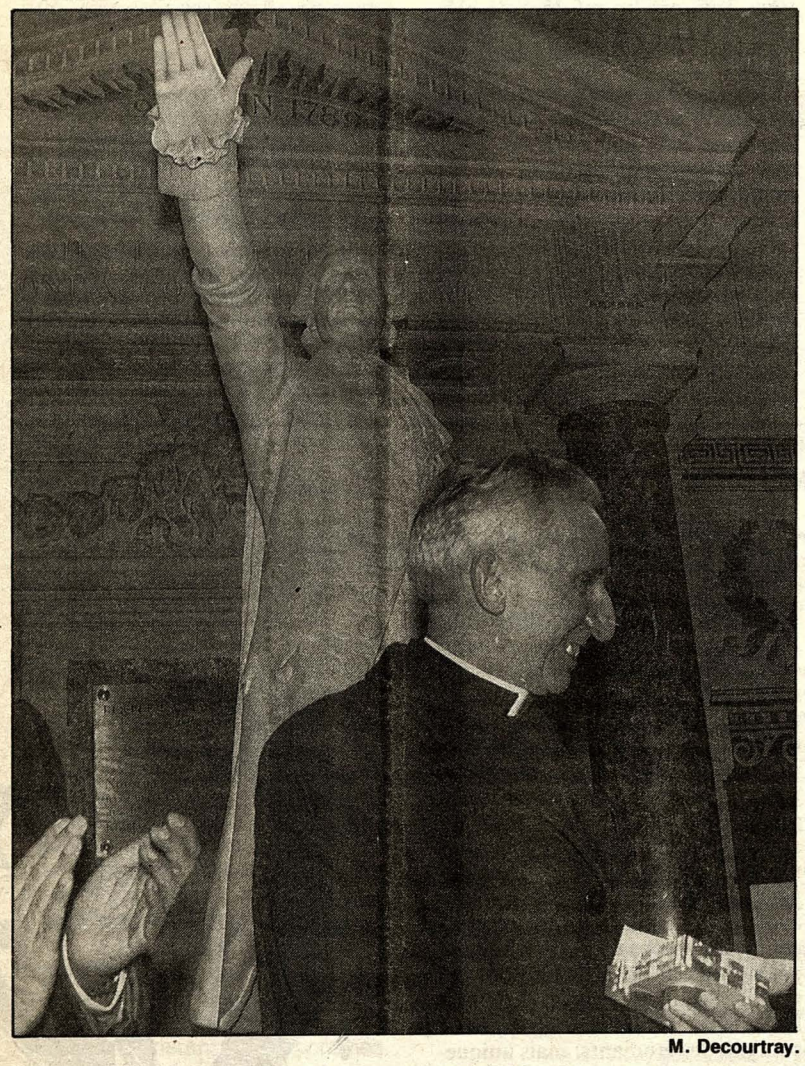
N°762 JEUDI 28 SEPTEMBRE 1989

DÉCHRISTIANISATION

Stratégie de l'athéisme

DIVERSES affaires, comme celle du film de Scorcese ou celle du livre de Rushdie, ont rappelé à l'opinion l'intolérance religieuse. A vrai dire, ce n'était pas une information nouvelle pour les anticléricaux avertis. Mais on ne saurait détacher l'offensive religieuse du contexte actuel.

A regarder de près, la situation du monde religieux n'est pas si brillante. La progression de l'Islam vient d'abord d'un dynamisme démographique et non théologique. Les débats internes à l'Islam se limitent à une lutte d'influence entre « intégristes » et « orthodoxes ». Cet immobilisme laisse présager une fracture, comparable à ce que fut la rupture du profane et du sacré en Occident. Dans le même temps, la situation du catholicisme paraît bien plus catastrophique. En France, la perte d'influence se mesure par la baisse de la pratique religieuse. Même dans d'anciens « fiefs » ruraux, la fréquentation des messes descend au-dessous de 10%. De même, des rites d'endoctrinement comme la communion ou la confirmation sont en perte de vitesse. Mais si l'on examine les statistiques de plus près, le tableau paraît moins catastrophique que cela. Le nombre de séminaristes est stable et les laïcs de l'Eglise peuvent suppléer à l'encadrement. On s'aperçoit aussi que les baptêmes restent un phénomène majeur. A l'approche de la mort, les sacrements religieux



M. Decourtray.

concernent une majorité écrasante de Français. Ainsi, aux deux moments essentiels de la vie, la société reste marquée par la conscience religieuse, même si le conformisme peut jouer. En résumé, on peut dire que si la maison est désertée, les murs tiennent bon...

Un frein à l'offensive cléricale

L'Eglise ne remporte pas les succès escomptés par un manque d'adaptation aux exigences de la population. Maintenue dans une orthodoxie stricte par Jean-Paul II, l'Eglise s'est opposée à l'évolution des mœurs. Il est certain que les Français, dont pas mal de catholiques, ont été davantage choqués par la condamnation de la pilule abortive ou de la contraception que par l'incendie d'un cinéma. Pessimisme ? Il est sûr que la « société de services » transforme une partie de la population en consommateurs dans des domaines cruciaux comme la politique, le syndicalisme, la philosophie. L'engagement et le militantisme régressent. Si l'Eglise s'adaptait à l'évolution des mœurs, et au confort du couple, elle retrouverait son audience, indépendamment de ses atteintes à la liberté d'expression ! Cet immobilisme de l'Eglise est justement une chance et permet de freiner l'offensive cléricale.

Il paraît étrange que les milieux dirigeants, surtout de gauche, fassent actuellement des risettes à l'Eglise et parlent de « laïcité ouverte », c'est-à-dire la remise en cause de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Quand on connaît les rapports tendus qu'a entretenus la bourgeoisie française avec le clergé, cette évolution a de quoi intriguer. En fait, la construction de l'Europe justifie la liquidation de l'Etat-nation. Les mythes nationalistes de la IIIe République ne sont plus d'actualité, de même que la laïcité façon Jules Ferry. La France est le seul pays d'Europe à ne pas salarier de culte. Nous n'avons pas non plus de loi de blasphème comme certains pays (RFA,, Espagne...). Il est évident que nos politiciens ne vont pas engager une bataille sur ce thème alors que l'objectif prioritaire est l'Europe des polices et des patrons ! Précisément, l'évolution économique justifie aussi le retour du cléricalisme dans la vie quotidienne. La mondialisation de l'économie accentue l'incompréhension ; on ne produit plus que pour échanger des biens sans se préoccuper de l'utilité de ceux-ci. La crise économique est un « mystère » ou une « fatalité ». L'absence de sens à leur activité pousse nombre de super-cadres à

ce qu'on appelle le « retour du symbolique » : mysticisme, irrationnel (voyance, magie, etc.). Aujourd'hui la religion doit épauler l'Etat pour satisfaire les besoins obscurantistes des technocrates.

Un « Munich culturel »

Pourtant les affaires Rushdie et Scorcese ont provoqué quelques réactions. On a pu entendre dans les médias quelques personnes défendre la liberté d'expression. C'était normal et urgent. Quand on voit la lâcheté des Etats européens suppliant l'Iran de reprendre des relations fructueuses, on peut parler d'un Munich culturel (au sens de culture de tolérance et non occidentale). Pourtant, il n'a pas fallu plus que ces réactions pour faire dire à monsieur Decourtray (celui qui « *comprend* » tous les actes d'intolérance) qu'il y avait un sursaut de l'athéisme. L'Eglise ne fait qu'appliquer une vieille stratégie de désinformation. Dans le lobby nucléaire, on enseigne que lorsqu'une rumeur monte contre vous, il faut la contrer en lançant immédiatement une autre rumeur. L'Eglise se faisait taxer d'intolérance, elle se pose en victime d'un anticléricalisme renaissant. Cette astuce ne doit pas faire oublier l'attitude purement défensive de ses détracteurs.

Il faut reconnaître que l'athéisme, dans nos sociétés, est beaucoup trop négatif, purement anticlérical. Dès que l'Eglise sort de ses limites tolérées (?) on la combat, pour retourner au statu quo. Etre athée, est-ce seulement être contre la religion pour préserver sa petite autonomie personnelle, ou bien est-ce une capacité d'analyser notre monde ?

La question se pose avec d'autant plus d'urgence que certains schémas rationalistes sont en train de s'effondrer aujourd'hui. Les positivistes bourgeois avec Auguste Comte (XIXe siècle) croyaient à un progrès technique et industriel continu qui améliorerait la société. Les marxistes ont fondé un « sens de l'Histoire » devant mener à une ère de bonheur social : le matérialisme historique. Ces deux formes de pensée se sont avérées fausses. Le « progrès » n'a été ni bon, ni mauvais, ni même logique, il a été tout simplement rectifié. C'est-à-dire que nos sociétés ont toujours fait des corrections pour éviter les catastrophes dues à une évolution subie. C'est le pilotage à vue et non une évolution logique qui régit nos sociétés contemporaines. De toute façon, définir une raison absolue qui régirait nos sociétés ne prend pas en compte l'élément humain. Celui-ci ne se met pas en équation. Positivistes et marxistes n'ont fait qu'ériger une religion de la Raison et leur rejet actuel n'est en aucun cas une condamnation de l'athéisme. Le scientisme n'est pas non plus une solution. Les problèmes éthiques qui se posent de nos jours montrent que la science ne peut les résoudre à moins de fonder une société totalitaire (sélection génétique, manipulations diverses...). Au même moment où les vices d'un rationalisme vulgaire sont démontrés, on doit admettre que la seule forme d'athéisme possible est celle expliquée par Bakounine dans son ouvrage *Dieu et l'Etat*.

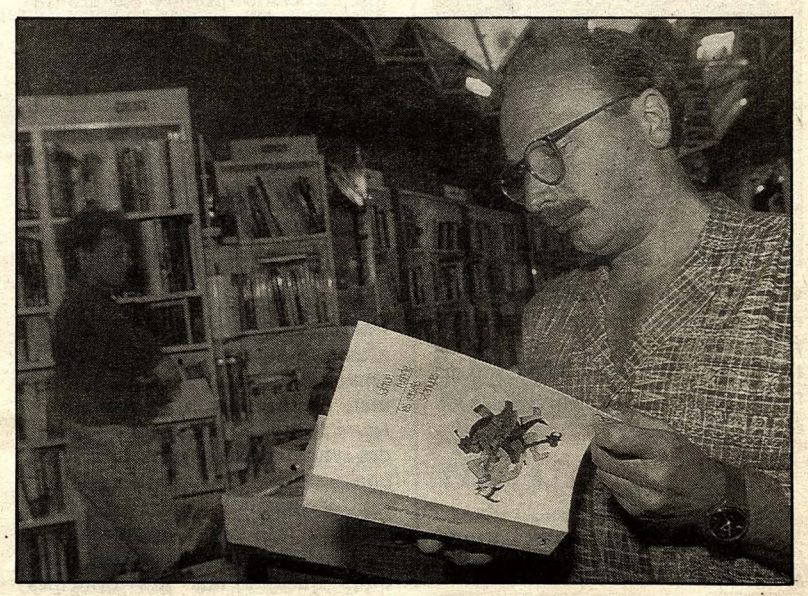
Un athéisme positif

Pour Bakounine, l'athéisme est une idée positive, constructive. En posant un absolu : Dieu, la religion rabaisse l'homme et le dégrade. En méprisant l'homme et ses « faiblesses » terrestres, elle aggrave notre sort ou du moins empêche de l'améliorer. L'athée, lui, se situe dans une perspective inverse. Connaissant les origines animales de l'homme, il aspire à une amélioration continue de l'homme. Ce progrès est relatif, car humain, en tenant compte de nos faiblesses mais avant tout de nos possibilités. Si ce principe est admis, quel serait le moteur des sociétés humaines ? C'est la *liberté*, non pas une liberté égoïste, qui se ferait au détriment des autres mais une liberté responsable, sociale. Les temps forts qui ont permis à l'homme de s'améliorer sont les révolutions, moments courts mais de grande intensité qui apportent un capital d'idées exploitées ensuite. Les révolutions sont la marque du progrès, et elles le seront davantage après la condamnation des terreurs et des dictatures révolutionnaires. Le véritable athée est donc un révolutionnaire, ou du moins un révolté. On peut nous dire : n'est-ce pas utopique de vouloir tout le temps améliorer l'homme, de le rendre responsable envers les autres et lui-même ? Il est facile de répondre en citant Bakounine : « *C'est en cherchant l'impossible que l'homme a toujours réalisé et reconnu le possible et ceux qui se sont sagement limités à ce qui leur paraissait le possible n'ont jamais avancé d'un seul pas* ».

En apparence, l'athéisme ne peut progresser parce qu'il est incapable de rythmer certains moments forts de la vie comme le fait la religion, mais c'est une toute autre sociabilité qui peut être recherchée : dans la vie associative, dans les luttes sociales, dans les solidarités et pourquoi pas... dans la fête ? Evidemment ce discours « militant » peut paraître ringard et soixante-huitard. Mais qu'y a-t-il d'autre ? Le mysticisme ou un « pseudo-matérialisme » qui le rejoint. Il n'y a pas d'hésitation possible !

Concrètement, nous ne pouvons nous opposer à l'offensive cléricale qu'en nous comptant comme athées. L'Eglise se base sur le nombre de baptisés pour évoquer une majorité de croyants en France. Sait-on que l'on peut supprimer son baptême en faisant une demande très simple (voir page 6) à son évêché d'origine ? D'ailleurs, au moment où nos sociétés se préoccupent timidement des droits de l'enfant, où l'on parle de « charte », de « déclaration universelle » et autres paperasses sur le thème, ne serait-il pas possible d'engager une campagne contre l'inscription d'office des jeunes à une religion (sans y suppléer l'Etat) ? Ce serait un des moyens d'évaluation par les cléricaux qui se trouverait remis en cause. Mais, en attendant cette campagne, il faudrait déjà que les athées ne se soudent pas seulement par le rejet commun de la religion, mais aussi en connaissant l'origine de leurs idées. Sylvain Maréchal avait commencé à le faire en rédigeant, vers 1800, un *Dictionnaire des athées*, resté inachevé malgré une réflexion globale. Une pensée positive sur ce thème (l'athéisme) le rendrait bien plus subversif ! Ce genre de travaux sont importants pour contester la représentativité de l'Eglise et montrer que notre civilisation ne s'est pas développée avec elle, mais contre celle-ci. Etre athée, aujourd'hui, en 1989, ce n'est pas passer son temps à démontrer l'inexistence d'un dieu quelconque, mais c'est : opposer l'éducation libertaire à l'éducation cléricale ; le syndicalisme de lutte au syndicalisme de service ; la liberté d'expression aux lois de blasphème ou aux autodafés. L'athéisme constructif est donc, plus que jamais, d'actualité.

YVES
(Gr. « Les Temps Nouveaux »)



N°762 JEUDI 28 SEPTEMBRE 1989

LIBAN

Cessez-le-feu

AU Liban, les cessez-le-feu se suivent et se ressemblent : ils ne durent jamais longtemps. Pourtant, celui-ci attire notre attention. Il est vrai qu'il ne se présente pas tout à fait comme les autres. Après avoir engagé, il y a six mois, une guerre que beaucoup jugeaient perdue d'avance, le général Aoun accepte la paix qui lui est proposée par la Ligue arabe. Durant ces six mois, environ 1 100 morts, 4 000 blessés graves ; essentiellement des civils.

Une nouvelle « paix syrienne »

Le général Aoun avait décidé seul de relancer avec son armée le conflit libanais tout en se sachant militairement inférieur à son adversaire, la Syrie. Il avait alors lancé un appel à l'aide internationale... La France était bien prête, et bien prompte, à s'engager (cf. *Monde libertaire* n° 748) mais pas les Etats-Unis. L'aide française a donc été appelée humanitaire. Seul, Aoun devait tôt ou tard déposer les armes. C'était évident, mais les ambitions personnelles du général chrétien ne pouvaient se passer de six mois de terreur et d'un amoncellement de cadavres.

Non seulement la France et les Etats-Unis n'ont pas aidé Aoun dans sa « guerre de libération », mais ils ont encouragé, avec l'URSS, l'élaboration d'un plan de paix par le Comité arabe (1). Ce plan prévoit entre autres que l'armée syrienne restera en place pendant au moins deux ans, après quoi elle se retirera partiellement. Situation cocasse, en répondant oui au plan de paix le général Aoun, qui voulait libérer le Liban de l'occupant syrien, admet que « *les forces syriennes (...) aideront les forces légales libanaises à étendre l'autorité de l'Etat libanais* ». Cocasse, mais morbide.

On peut imaginer que la Syrie impose par les armes la démocratie au Liban. Cela demande quand même un gros effort d'imagination vu le régime qui règne en Syrie. Mais qui imposera un changement de la constitution pour une représentation proportionnelle des confessions au Parlement ? A notre avis, même cela ne mettra pas fin au conflit. Avec ce nouveau cessez-le-feu, les chrétiens ne s'avouent pas

vaincus. La solution de paix ne saurait résider dans des formalités entérinant plus ou moins des états de fait, mais plutôt dans l'abandon de toute volonté d'hégémonie d'un groupe sur un autre.

LE FURET

(1) Composé de représentants de l'Algérie, de l'Arabie Saoudite et du Maroc.

GRANDE-BRETAGNE

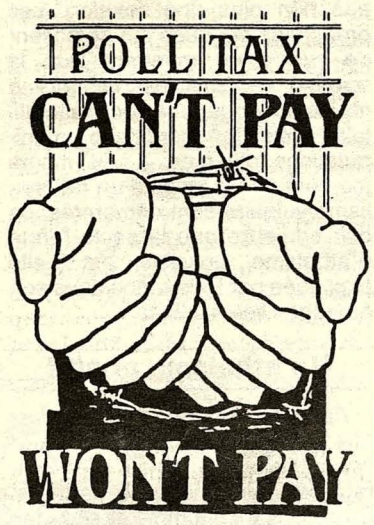
La Poll Tax frappe encore

DEPUIS avril 1989, les gens vivant en Ecosse ont le *droit* de payer la Poll Tax, privilège qui ne sera accessible aux Anglais et aux Gallois qu'à partir d'avril 1990.

La Poll Tax (impôt par tête) est la dernière innovation du gouvernement conservateur (et même réactionnaire si l'on s'en tient aux sens stricts des mots) de Thatcher. Mijoté depuis longtemps, il a été annoncé en 1987 et mis en application cette année en Ecosse.

D'une pierre, deux coups

On va ainsi remplacer les taxes d'habitation normalement basées sur la valeur de la propriété par un impôt par tête : chaque personne de plus de 18 ans devra payer la même somme d'impôt, quelle que soit sa situation sociale, pourvue qu'elle habite dans la même circonscription (1).



« Nous ne pouvons pas payer, nous ne voulons pas payer ».

La Poll Tax, qui est donc un impôt local, a tout simplement pour but de faire payer les pauvres à la place des riches. En effet, auparavant les collectivités locales étaient financées en majorité par les entreprises et les classes aisées. Maintenant, dans la même circonscription, un riche payera autant qu'un pauvre. Autrement dit, les personnes démunies contribueront pour une plus large part dans le financement des collectivités (puisqu'elles sont plus nombreuses).

Les familles nombreuses ouvrières seront particulièrement touchées. Dans plusieurs cas, des enfants de plus de 18 ans ont dû partir de leur maison, leurs parents ne pouvant pas payer l'impôt pour eux. La Poll Tax étant locale, elle variera selon les quartiers, obligeant certaines catégories de la population à migrer vers les zones où l'impôt est bas. Or cet impôt devant financer entre autres les services municipaux, ceci obligera certaines municipalités (essentiellement celles où vivent les gens à bas revenu) à privatiser ses services (distribution de gaz, eau, transports, centres sportifs, etc.). D'autre part, alors qu'avant les propriétaires payaient les taxes d'habitation, ce sera maintenant au locataire de payer la Poll Tax, et il est peu probable que les loyers baisseront en conséquence.

Parallèlement au paiement de la Poll Tax, les contribuables devront remplir en novembre (pour l'Angleterre et le Pays de Galles, l'Ecosse qui a servi de laboratoire, l'ayant déjà fait en novembre 1988) un questionnaire officiellement destiné à recenser le nombre de personnes par habitation, etc. Mais en fait ce formulaire contient une cinquantaine de questions très personnelles (sur le boulot, le salaire, le conjoint, etc.) qui est une ingérence dans la vie privée des gens. Ce système de flicage (2) débouchera sur des monstruosités : le gouvernement envisage de vendre ces fichiers à des entreprises (qui pourront ainsi mieux *connaître* leurs employés) ; parlons aussi de l'immense intérêt porté à cette opération par les Renseignements généraux locaux. On parle aussi d'instituer, dans le futur, une carte d'identité à partir de ces fichiers ou encore de délivrer les cartes électorales sur réception des questionnaires. Déjà, les étudiants devront avoir une « Carte Poll Tax » pour prouver qu'ils se sont acquittés de l'impôt (3).

Contre cette version thatchérienne de *1984*, les gens n'ont pas tardé à réagir. Dès 1987, des comités anti-Poll Tax se sont formés, principalement sous l'impulsion des communistes, des socialistes révolutionnaires (SWP et autres) et des anarchistes, très actifs dans cette lutte. Notons la position du Labour (Parti travailliste : excepté sa tendance de gauche, *Militant*, qui joue le double jeu (participation et noyautage des coordinations anti-Pool Tax tout en refusant de condamner les instances dirigeantes du Labour) ; le Parti travailliste s'est écrasé et, par son silence, approuve la Poll Tax.

Les réactions

La lutte est cependant dure : bien évidemment, des amendes et des peines de prison attendent ceux qui refusent de payer, et d'autres peines sont prévues pour ceux qui refusent de retourner le questionnaire (ce qui s'appelle « se faire enregistrer »). Pourtant, en Ecosse, une importante minorité décida de ne pas renvoyer les questionnaires sans que cela ait, pour l'instant, des conséquences trop graves.

En Angleterre et au Pays de Galles, les groupes anti-Poll Tax se multiplient face à la gravité de la situation. Résultat le 1er décembre, date limite d'envoi des questionnaires...

Olivier LEZAG
et J. R. LINEKATZ

(1) En plus, d'autres mesures sont prévues pour les résidences secondaires et les logements temporaires. Un taux national est prévu par les entreprises.

(2) D'ailleurs, on ne pourra pas, contrairement à la loi datant de 1984 relative à l'informatique et la liberté, avoir accès à son fichier.

(3) Les étudiants, ainsi que les chômeurs bénéficient d'une remise de 80%.

(4) Les travaillistes, qui contrôlent le jeu politique en Ecosse d'une manière écrasante, n'ont rien tenté pour ne serait-ce que retarder la mise en application de la Poll Tax.

News from Liverpool

A Liverpool, les anarchistes sont très actifs dans la campagne contre la Poll Tax. Ainsi en témoigne le LAG (Liverpool Anarchist Group), créé en 1987. Après avoir été viré d'un premier squatt, ils ont créé le Mutual Aid Center, centre culturel et lieu de réunions (sur la Poll Tax, bien sûr, mais aussi sur le chômage, sur l'anarchisme, etc.). Ce centre contient une bibliothèque et offre des facilités d'imprimerie.

Le LAG, qui mène aussi campagne pour le retrait des troupes britanniques d'Irlande du Nord et contre la montée du fascisme, publie un petit mensuel sérieux, le *Merseyside Anarchist Newsletter*. En outre, il fait partie de l'Anarchist Network.

D'autres libertaires prennent part aux actions de l'ALF (Front de libération des animaux, très important en Grande-Bretagne où il existe par ailleurs un million et demi de végétariens). Il subsiste encore quelques « Green Anarchists » (« anarchistes » [!] verts) qui prônent d'une manière utopique une régression totale de l'industrialisation débouchant sur des villages autonomes sans contacts entre eux, ainsi que ce qui reste du mouvement alternatif musical, autrefois centré autour de groupes comme Crass, Conflict ou Chumbawamba.

J. R. L. et O. LEZAG

Si vous vous baladez dans le Merseyside, n'hésitez pas à les contacter : LAG, PO Box 110, L 69 6 AU, Grande-Bretagne.

CHINE

La répression « révolutionnaire »

UN rapport de la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU parue à Genève en août 1989, faisant état de la répression en Chine, nous permet de percevoir des essais d'auto-organisation des ouvriers chinois en dehors de l'appareil d'Etat.

Dès le 26 mai, à Pékin, un groupe de travailleurs annonçait la création de la Fédération autonome des travailleurs de Pékin (FATP). C'était une association formée par des travailleurs sur une base volontaire ayant pour objectif d'organiser les travailleurs d'une manière autonome (par rapport au pouvoir), pacifique et légale. Des fédérations du même type sont apparues dans d'autres villes comme Shangaï, Hangzhou, Nanjing, Changsha, Xian, Guizhou et Guangzhou. Plusieurs dirigeants et membres de ces fédérations ont affirmé qu'ils ne s'opposaient pas au pouvoir du Parti communiste chinois et n'avaient nullement l'intention de renverser le pouvoir. Leur intention était de défendre « *les intérêts de toute la classe ouvrière* » en créant des syndicats par des voies légales et constitutionnelles. Cette organisation se voulait autonome et démocratique sans renier le pouvoir du PCC, comme on peut le constater dans quelques-uns des principes généraux : « *L'organisation doit être entièrement indépendante et autonome, construite par les travailleurs sur la base volontaire et par des procédés démocratiques, et n'être contrôlées par aucune autre organisation (...), l'organisation doit avoir le pouvoir de contrôler le parti du prolétariat, le Parti communiste chinois, (...) dans les limites de la Constitution et de la loi, l'organisation doit avoir la compétence de défendre tous les droits légaux de ses membres.* » Il va de soi que la FATP et les autres syndicats autonomes ont cherché à se faire connaître par des voies pacifiques. Avec les assemblées sur la place Tien Anmen, des discours, des discussions, des tracts et des affiches. Ses activités sont par ailleurs reconnues par la Constitution chinoise comme droits des citoyens à la libre expression.

Une répression féroce

Début juin, la répression ne s'est pas faite attendre. Tout d'abord, la Fédération municipale des syndicats de Pékin dénonçait publiquement la FATP comme une organisation illégale et demandait aux autorités de la dissoudre. Les autorités ont obtempéré et déclaré qu'elles allaient prendre des mesures pour l'éliminer et arrêter ses dirigeants. Suite au massacre de Tien Anmen, un grand nombre de travailleurs ont été arrêtés pour avoir distribué des tracts et collé des affiches. Il est estimé qu'au moins 12 000 Chinois ont été exécutés ou emprisonnés pour ce genre d'activités. Des dirigeants de la FATP ont été mis au secret et, le 8 juin 1989, le gouvernement chinois a ordonné l'arrestation de toute personne connue pour avoir été dirigeante ou membre de ces syndicats. Au total, à ce jour, 89 personnes ont été arrêtées pour ces motifs. Selon les rapports de police, les 12 000 personnes arrêtées ne sont pas des étudiants, mais uniquement des ouvriers, des paysans et des chômeurs.

Jusqu'à présent, il avait peu été fait état dans la presse des ouvriers chinois. Ils ont tenté de s'organiser d'une façon autonome, mais sans remettre en cause le PCC qui, lui, ne veut pas « lâcher le norceau ». Les travailleurs chinois se sont fait un peu trop d'illusions par rapport à l'appareil d'Etat. Nous espérons que malgré les massacres et la répression actuelle ils pourront se réorganiser d'une façon autonome et, cette fois, en combattant l'Etat et le PCC.

Philippe SPEC
(Gr. Louise-Michel)

N°762 JEUDI 28 SEPTEMBRE 1989

PATRONAT

Vie et système dans une japonaise

« Nous pensons que le système capitaliste est un régime qui peut perpétuellement s'adapter et créer de nouvelles formes pour survivre : d'autant plus que les travailleurs ont du mal à adapter leur culture à la lutte contre cette domination et ses nouvelles formes. »
Délégation COB au XVIII^e congrès de l'AIT

EN 1981, avec le développement de la crise, le populo était aux anges, car Dieu et les « socialistes » étaient élus. Depuis, on connaît la suite. D'un côté, le chômage et la précarité augmentent, de l'autre les entreprises et leurs pédégés réussissent des bénéfices de plus en plus importants, sans oublier l'agonie des syndicats et l'investissement et l'installation de sociétés du capitalisme international, dont le Japon est l'exemple-type.

Ce pays a réussi, en quelques années, à implanter plus de quatre-vingts firmes, quelques banques et racheter des entreprises en difficulté en France et licencier un grand nombre de salariés. De plus, le Japon a amélioré et développé un système de travail qui ferait passer Taylor pour un humaniste et qui s'étend aux autres entreprises sous le nom de cercles de qualité.

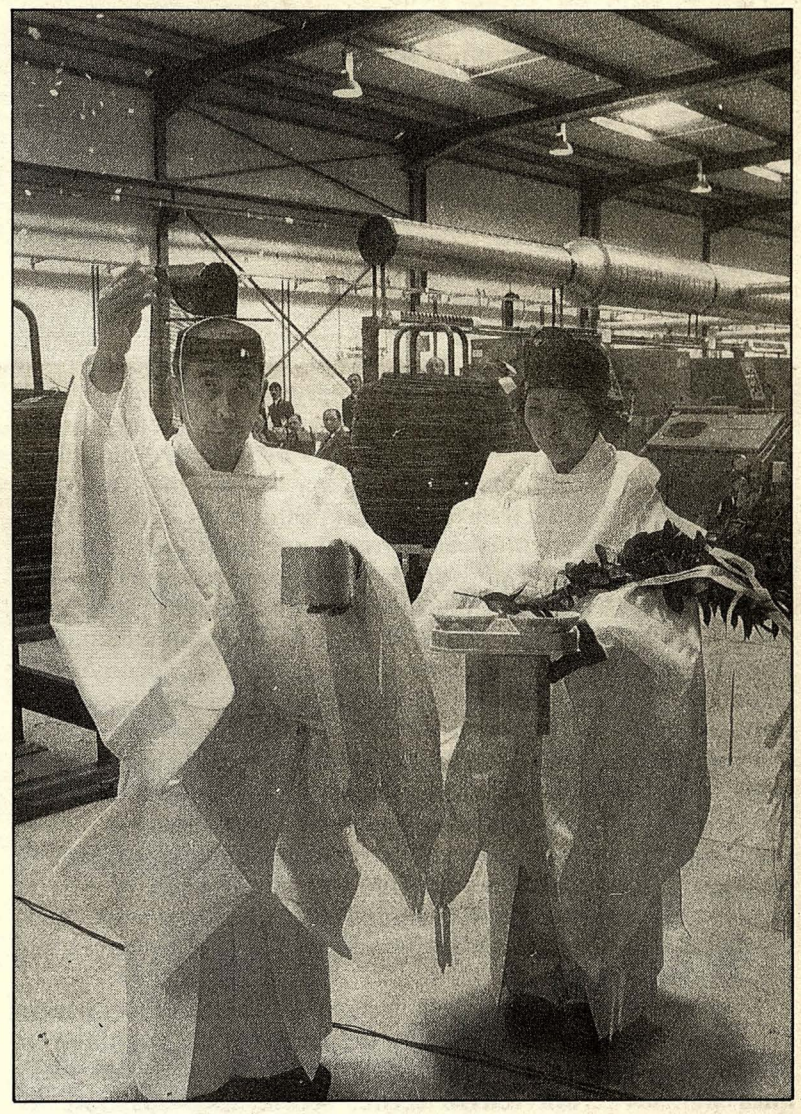
Pour ma part, j'ai trimé un an dans l'une des trois usines Toshiba en France, près de Dieppe (1). Et je vais donner un aperçu qui mériterait d'être amplement développé sur la vie que mène le personnel dans un système fascisant et digne du monde d'Orwell dans *1984*.

Un questionnaire d'un type particulier

D'abord, tout le personnel (même lors de l'ouverture de l'entreprise à quelques unités près) passe par une agence d'intérim pour une période qui peut s'étendre jusqu'à six mois. Ensuite, si la salarié a travaillé dur, s'est intéressé à son labeur et surtout s'il a fait toutes les heures supplémentaires (2), il peut obtenir un contrat à durée déterminée qui sera renouvelé de deux à quatre fois (de toute façon, l'inspection du travail ferme des yeux) avec parfois une nouvelle période d'intérim entre les différents contrats à durée déterminée, où il perdra bien entendu ses droits acquis et son ancienneté (3). Mais pour obtenir le contrat à durée déterminée, le salarié passe obligatoirement chez le psychologue de l'usine (4). Ce dernier décidera du destin professionnel de son « client » après lui avoir fait passer soit des tests écrits ou pratiques, soit un questionnaire qui ressemblerait plus à un interrogatoire digne d'une certaine idéologie et lequel j'eus le privilège de subir. En voici un exemple : « *De quelle origine êtes-vous ? Qui de votre famille est venu immigrer ? Quand et pourquoi ?* » Ce psychologue, méconnaissant l'histoire polonaise, et celle de mon grand-père, en a conclut que celui-ci était un immigré « blanc ». Ouf ! J'avais un contrat à durée déterminée en poche qui sera renouvelé deux fois avant que je sois remercié, non sans avoir eu avant un petit cours d'anti-communisme primaire.

Chaque matin, avant la mise au travail, bien que l'employé ne chante pas encore d'hymne à la gloire de son entreprise comme certains de ses homologues japonais, il débute par un meeting. Il y a le meeting journalier par groupes de six à dix personnes et le meeting hebdomadaire, qui se déroule par chaînes de montage ou par ateliers de sous-assemblage. Ces meetings sont commentés par un sub-leader ou leader (noms donnés aux chefs) ou par un patron. Ce dernier parle de la production, de la qualité, des divers problèmes rencontrés la veille et du planning du jour, ainsi que des éventuelles visites (5) de la journée.

La durée du temps de travail est de 7 h 48 par jour mais, en moyenne, une semaine et demie par mois, il est demandé au personnel de produire une heure de plus chaque matin et de revenir le samedi de 7 h à midi, sans oublier les une ou deux heures le soir pour le personnel le désirant. Il est très rare que les heures supplémentaires soient refusées par le personnel, qui ne voit aucune alternative pour augmenter son salaire. Il faut signaler que les syndicats et syndiqués sont interdits et que l'âge moyen de l'employé est de 24 ans, d'où une méconnaissance totale du monde ouvrier et syndical. De plus, les immigrés sont également interdits, quant aux Français basanés, ils furent remerciés en même temps que moi en mai dernier. Il faut le profil-type. Pour la représentation du personnel, le comité d'entreprise est à la botte de la direction et les délégués du personnel furent élus, pour la première fois, deux ans après l'ouverture de l'usine, et ils ne se représenteront sans doute pas à la prochaine élection.



Il est à préciser aussi qu'il n'y a ni treizième mois ni participation aux bénéfices de l'entreprise, et qu'à la fin 1988 le personnel n'a eu que quelques centaines de francs, selon l'ancienneté de chacun, pour Noël ; alors que, par exemple, l'harmonie municipale d'Arques-la-Bataille, dont un patron fait partie, a reçu quelques milliers de francs par Toshiba, et il y a d'autres cas bien cachés.

Il y a des quota de 40% de pièces importées du Japon qui ne doit pas être dépassé. Mais, comme la majorité des pièces fabriquées dans les pays membres de la Communauté européenne sont souvent défectueuses, l'usine est souvent condamnée à payer une amende à l'Europe des Douze. Par exemple, en septembre et octobre dernier, l'usine dut verser plus de 300 F par photocopieur fabriqué durant six ou sept semaines.

Quant à la discipline, Big Brother existe, puisque les employés sont observés et surveillés sans cesse par les patrons japonais grâce à la disposition des bureaux. Tout est prévu pour la surveillance. Chaque matin, un employé sur chaque chaîne note les blocages, absences, erreurs de ses collègues sur une feuille qui sera remise aux patrons. Il est bien évident que l'ouvrier qui fait cette besogne n'a jamais de problèmes avec la direction.

Mais l'apogée du système, ce sont les meetings mensuels, où tout le personnel (patrons, cadres, ouvriers) est réuni. Un patron explique et donne les résultats de production et de qualité du mois précédent, et établit le programme futur de l'entreprise avec les difficultés que l'on pourrait avoir en production et qualité, ainsi que les mouvements du personnel, car celui-ci est divisé en deux catégories : le personnel embauché (plus de 50%) et le personnel précaire (contrat à durée déterminée, intérim, pas encore de TUC ou de SIVP) qui tourne selon les besoins de l'usine. Mais surtout, on y expose le fonctionnement de l'usine, de chacun et des postes de travail. Le personnel participe, pense, travaille et vit pour son entreprise qui est « une grande famille », comme l'a dit un patron. La salarié peut même et doit aviser ses supérieurs pour améliorer son poste et ses conditions de travail.

L'entreprise, de son côté, organise des soirées ou des fêtes dans de nombreuses circonstances (énième photocopieur fabriqué, départ d'un patron japonais, etc.) où le personnel est invité en remerciement de son travail.

L'employé n'est plus sous le joug du patronat, il devient son assistant. Il fait osmose avec lui et l'entreprise et devient totalement aliéné dans ce système « autogestionnaire », dans le sens de système de participation de tout le personnel à la gestion de l'entreprise en conservant les acquis de chacun et basé sur l'inégalité.

Aujourd'hui, plus que jamais, il est temps de dénoncer ce système fasciste et de le combattre sous toutes ses formes, car son développement pourrait amener des conséquences désastreuses pour le monde ouvrier dans les années à venir.

Marc JAROSIEWICZ

(1) A Arques-la-Bataille, dans une région de plus de 40 000 habitants avec 8 100 demandeurs d'emploi au 1^er janvier 1989.

(2) Principal critère pour l'augmentation à l'ancienneté ou pour obtenir un contrat à durée déterminée ou à durée indéterminée.

(3) On peut obtenir un contrat à durée indéterminée après 18 mois d'ancienneté ou être remercié.

(4) En relation permanente avec les sociétés intérimaires et ses pairs, d'où des difficultés pour retrouver un emploi lorsque l'on est militant ou autre, comme dans mon cas.

(5) Gros bonnets des usines Toshiba du monde entier ou bien clients, boîtes de sous-traitance, mais aussi associations, stages, lycées, entreprises et même le sous-préfet et la gendarmerie.

PÉROU

Défense de la vie

Dans le cadre de son émission de radio, « Magazine libertaire », le groupe de Nantes de la Fédération anarchiste a rencontré Juan Carlos, militant péruvien d'une organisation de défense des droits de l'homme : l'ADEVI (Association de défense de la vie). Cet article est le résumé d'une longue interview de plus d'une heure.

PATSY (Gr. de Nantes)

L'Etat péruvien est proche de la banqueroute financière. Avec plus de 1 000% d'inflation par an, la population est incapable de s'offrir le strict nécessaire. Il faut savoir que le salaire minimum est de l'ordre de 30 dollars par mois (environ 180 F), et, bien sûr, les chômeurs n'y ont pas droit. Face à une telle dégradation des conditions de vie, les grèves générales se multiplient chez les salariés et les paysans. Ce fut le cas des postiers au début de l'année.

Dans ce pays où la moindre revendication apparaît comme un soutien tacite de la « subversion », du Sentier lumineux, la lutte syndicale se termine bien souvent dans le sang. Des leaders syndicaux disparaissent, sont assassinés. Mais ils ne sont pas les seules victimes de la répression : il y a une volonté, de la part du gouvernement, de criminaliser tous les mouvements populaires. Le sentiment est renforcé par le fait qu'Alan Garcia apparaît de plus en plus comme ligoté, mis sous tutelle par les forces armées qui contrôlent 60% du territoire, dont Lima. Elles ont en effet la charge des zones de combat où règne le couvre-feu et où sont suspendus les droits constitutionnels. Ces territoires, où le pouvoir civil a cédé son autorité aux kakis, sont le théâtre des affrontements armée-Sentier lumineux, des exécutions sommaires, des expéditions punitives.

La violence politique

Depuis 10 ans, la violence politique a fait 15 000 morts et plus de 5 000 disparus. La justice n'a toujours pas condamné les militaires coupables des massacres de 1984, qui ont coûté la vie à des centaines de détenus politiques. L'affaire est étouffée mais reste ancrée dans toutes les mémoires. A la malnutrition et aux mauvais traitements, s'ajoute la torture blanche : lumières continuellement allumées, radio fonctionnant sans cesse... Il y a une volonté de détruire physiquement et psychologiquement les 900 prisonniers politiques du Pérou avec des méthodes qui rappellent les quartiers d'isolement, fierté de la démocratie française.

Face à une telle dégradation des conditions de vie, à de telles atteintes aux droits de l'homme, la population ne sombre ni dans la peur ni dans la soumission, elle s'organise. Des dizaines de comités de défense des droits de l'homme ont vu le jour à travers tout le pays, notamment dans les zones de combat où règne la violence la plus systématique. Les secteurs les plus progressistes de l'Eglise catholique leur apportent un soutien important car, eux aussi, ils sont en butte à la répression. Le père Jean Mondet, Français installé depuis des années au Pérou, a été obligé de revenir en France pour échapper à une mort certaine. Le commando de la mort Rodrigo-Franco l'en avait averti par lettre : « *Avec ta mort, l'Eglise et les chrétiens se sentiront lavés de la saleté communiste qui les entoure* ».

L'action de l'ADEVI

Organisation vieille de plusieurs années, l'ADEVI mène un combat qui apparaît désespéré : affirmer le droit de vivre en paix dans un pays en pleine guerre civile. Basée à Lima, l'ADEVI recueille des femmes et des enfants qui fuient les zones de combat. Veuves ou femmes de disparus, enfants bien souvent orphelins, ils ont échappé aux violences, aux tueries et arrivent par centaines grossir les bidonvilles de Lima pour y trouver travail, paix ou famille. L'ADEVI les rassemble dans ce que l'on pourrait appeler des « pré-bidonvilles », lieux précaires qui se consolident avec la volonté de ses habitants. Là, femmes et enfants peuvent rencontrer des médecins gratuitement, mais également des avocats qui instruisent des dossiers de disparus et les mettent sur la place publique.

L'ADEVI ne conçoit pas son action comme une œuvre d'assistanat ; elle n'est pas prestataire de services. Elle entend favoriser toutes les initiatives d'auto-organisation de la vie communautaire. Des ateliers de mécanique et des cantines populaires ont ainsi vu le jour dans ces « pré-bidonvilles » et sont gérés par la population. D'autres projets verront peut-être le jour en 1990, notamment une boulangerie.

Pour l'ADEVI, il est capital que l'opinion publique internationale tourne son regard vers le Pérou, prenne conscience du dénuement dans lequel se trouve sa population, de la violence qui lui est faite quotidiennement. Sans cette solidarité internationale, les droits de l'homme continueront à être bafoués en silence par l'Etat et le Sentier lumineux.

PATSY (Gr. de Nantes)

N°762 JEUDI 28 SEPTEMBRE 1989

HOMMAGE

Jean Barrué

Modestie, humilité, pudeur... Jean Barrué n'aimait ni parler de lui ni qu'on parle de lui. Il se considérait comme un militant politique tout ce qu'il y a de plus ordinaire et de plus banal ; et tout ce qu'il avait vécu, fait et écrit lui semblait simplement aller de soi. De ce fait, il n'a jamais voulu écrire ses mémoires — quel intérêt à cela nous disait-il à chaque fois que nous remettions la question sur le tapis — et il souhaitait qu'après sa mort on ne consacre à « l'événement » que quelques lignes. Quelques lignes !

Mais comment faire tenir en quelques lignes l'essentiel de l'itinéraire politique d'un homme qui, après avoir été l'un des premiers membres du Parti communiste français, né rappelons-le après la scission du congrès de Tours de la SFIO en 1920, milita à la CGTU, puis à la CGT après la réunification de 1936, puis à la CNTF après la Seconde Guerre mondiale, puis à la Fédération anarchiste, puis à l'Union des anarchistes ? Comment faire tenir en quelques lignes l'essentiel d'une pensée qui, à travers plusieurs livres et une foultitude d'articles écrits ici et là pendant plus de cinquante ans, recouvre un véritable continent de problématiques en tous genres ? Comment faire tenir en quelques lignes le respect, la reconnaissance et l'amitié que moi et combien d'autres encore éprouvons à jamais à l'encontre d'un tel camarade ? Désolé Jean c'est impossible.

Pour l'heure, parce que tu m'honorais de ton amitié, parce que c'est à toi, à tes encouragements et à ta rude opiniâtreté que je dois l'extraordinaire voyage que j'ai commencé il y a une quinzaine d'années au pays de l'écriture, et parce que c'est à ta richesse politique et humaine que j'ai abreuvé ma révolte et mon espoir de jeune chien fou soixante-huitard, je respecterai tes dernières volontés et n'écrirai pas les pages et les pages que j'aurais aimé écrire sur toi.

Reproduire, en la complétant, la note que t'avais consacré Jean Maitron dans le tome 18 du dictionnaire biographique du mouvement ouvrier et te laisser la parole, en arrachant quelques phrases à ton œuvre écrite, seront les seuls poteaux d'angle que nous planterons aux quatre coins de notre peine. Mais ne t'y trompe pas, dans la grande bibliothèque de l'histoire humaine ce ne sont ni les auteurs ni les bibliothécaires qui décident : ce sont les lecteurs. Et, ne t'en déplaise, tu n'a pas fini d'en avoir !

Jean-Marc RAYNAUD

Né le 16 août 1902 à Bordeaux (Gironde) ; agrégé de mathématiques et professeur ; militant anarchiste.

De souche paysanne et occitane (Béarn, Gers, Aveyron), Jean Barrué suivit les cours du lycée de Bordeaux jusqu'en juillet 1922 puis, de 1922 à 1926, fit des études supérieures de mathématiques à Paris. Agrégé en juillet 1926, il exerça comme professeur au lycée de Mont-de-Marsan (Landes) durant les années scolaires 1927-1928 et 1928-1929, puis au lycée d'Angoulême (Charente) en 1929-1930 et 1930-1931, enfin comme professeur de mathématiques supérieures au lycée Michel-Montaigne de Bordeaux, avec une interruption de septembre 1939 à juin 1945 (guerre et captivité) jusqu'à son départ à la retraite, en juillet 1966.

Le 14 juillet 1919, Barrué étant à Paris prit part à une manifestation de l'ARAC et des groupes révolutionnaires pour protester contre le défilé militaire, dit « de la Victoire ». En octobre, il adhérait, à Bordeaux, au groupe des Etudiants socialistes et au Parti socialiste SFIO ; il inclinait alors vers les thèses de la IIIe Internationale. Après le congrès de Tours, fin décembre 1920, congrès de scission qui vit la naissance du Parti communiste français, section française de l'Internationale communiste, il milita aux Jeunesses communistes puis au nouveau parti, à Bordeaux.

De novembre 1922 au printemps 1926, il fut membre à Paris, de la 5e section du PCF aux côtés de G. Cogniot, J. Bruhat, Chasseigne et Marion et, pendant plusieurs mois en fut le secrétaire. Refusant le caporalisme de Treint-Suzanne Girault et la « bolchévisation », il défendit le *Bulletin communiste* de Souvarine. En octobre 1925, il fut un des signataires de la Lettre au CE de l'Internationale communiste dite Lettre des 250 — cf. introduction *Dictionnaire* t. 16 — puis il rompit avec le parti et se tourna vers l'anarchisme et le syndicalisme révolutionnaire. Dès le premier numéro, il s'abonna à *La Révolution Prolétarienne*, fondée par Monatte et à laquelle il est demeuré attaché. A partir de novembre 1927, il s'est consacré à l'action syndicale dans la Fédération de l'Enseignement affiliée à la CGTU, dans les syndicats des Basses-Pyrénées-Landes puis de la Charente, enfin de la Gironde. Il prit part à tous les congrès de la Fédération, défendant avec Josette et Jean Cornec, Thomas et Marie Guillot entre autres, les thèses de la tendance syndicaliste révolutionnaire ; l'organe en était *L'Action syndicaliste* (n° 1, février 1925) dont il s'occupa de la publication après la mort de Marie Guillot en mars 1934. Il collabora au *Cri du Peuple*, organe des « 22 » et intervint à la conférence qu'ils organisèrent à la Bourse du travail de Paris le 11 janvier 1931. Il combattit le Front populaire et ses illusions, estimait-il, et la participation aux élections de 1936 mais milita à la Ligue des combattants de la paix et au CVIA.

Après que fût réalisée l'unité syndicale en 1936, il devint secrétaire de la section girondine de la Fédération générale de l'Enseignement et appartint au comité exécutif de l'Union départementale CGT.

Déçu, après la Seconde Guerre mondiale, dans les espoirs qu'il avait fondé lors de la scission syndicale sur un essor de la Confédération nationale du travail, section française — il fut secrétaire de sa 8e Union régionale — il se consacra définitivement au mouvement anarchiste et milita activement à la Fédération anarchiste (FA). Membre du groupe Sébastien-Faure de Bordeaux, il s'occupe, depuis 1970, au sein de la FA des relations internationales avec les groupes de langue allemande et aussi avec la Fédération hollandaise et des groupes suisses et belges. Il collabore au *Monde libertaire*, l'organe de la FA dont le n° 1 parut en octobre 1954, à *La Rue* revue trimestrielle éditée en 1968 par le groupe Louise-Michel ainsi qu'à la revue anarchiste allemande *Befreiung* de Cologne. Enfin, il travaille à des traductions notamment pour les *Archives Bakounine* publiées sous la direction d'Arthur Lehning.

OEuvre : *L'anarchisme aujourd'hui*, éditions Spartacus, traduit en italien et en néerlandais.

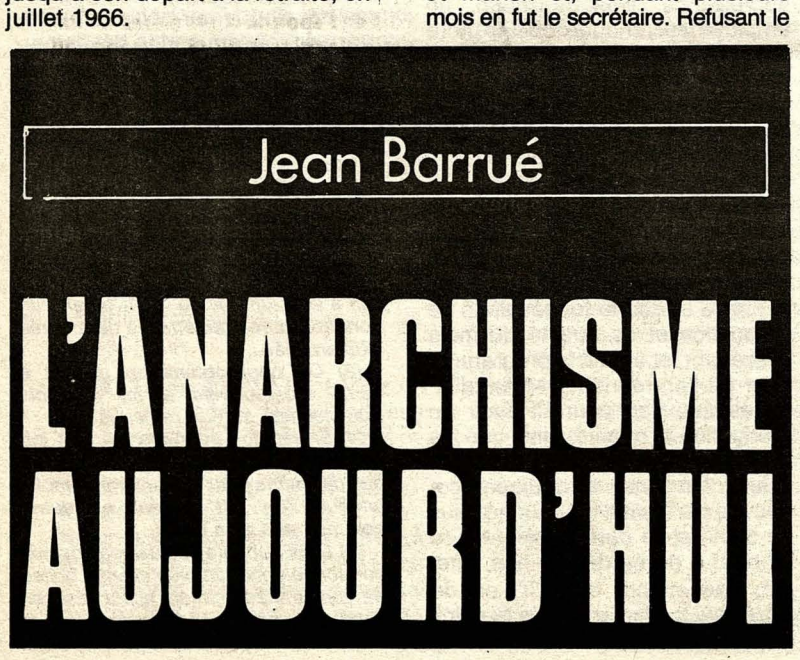
Traductions : *La réaction en Allemagne* de Bakounine ; *Anarchisme et marxisme dans la Révolution russe* de Lehning ; différents textes sur l'éducation, de Stirner, avec notes et introduction.

Sources : *Le Cri du Peuple*, 1930-1931 et journaux cités. — témoignage de l'intéressé.

J. MAITRON

Au début des années 80, parce qu'il estime qu'elle ne respecte pas l'autonomie des groupes, Jean Barrué décide de quitter la Fédération anarchiste française. Dès lors, on retrouvera souvent sa signature dans le *Libertaire*, le journal de l'Union des anarchistes.

J.-M. R.



CITATIONS

Jean Barrué par lui-même...

A propos de la révolution

« *LE 14 juillet 1919, je faisais partie des quelques milliers d'énergumènes qui, dans la ribouldingue honteuse de Paris victorieux, clamaient devant les flics de Clémenceau leur haine farouche de la guerre* » (*La Révolution Prolétarienne* n° 267 du 25 mars 1938).

« *Il ne faut jamais regretter ce qu'on a fait joyeusement et avec désintéressement : nous sommes nombreux de ma génération qui avons dans notre petit coin créé le parti communiste. Epoque lointaine où le communisme était traqué, où on luttait contre l'armée et la défense nationale, où les amis de l'URSS n'existaient pas encore et où la police n'était pas avec nous. Sans doute M. Cogniot, député, se souvient-il du temps où, ensemble, nous combattions l'occupation de la Ruhr et le traité de Versailles... Tant d'années, tant d'efforts pour en arriver là. Le parti communiste ne s'est pas seulement déshonoré en poussant à la guerre. Il a dépassé en ignominie les traîtres de 14 (les fameux social-traîtres) en dénonçant avant la guerre, avant l'état de siège, les pacifistes à la police.* » (*La Révolution Prolétarienne* n° 281 du 25 octobre 1938).

« *Dans sa petite maison de Bacalan — trop peu souvent, je le regrette maintenant — j'aimais avec lui à parler du passé. Il (G. Lapeyre) me rappelait l'époque où dans la naïveté de mes Dix-huit ans, je croyais aux partis politiques et j'ignorais le syndicalisme...* » (*La Révolution Prolétarienne* n° 288 du 10 février 1939).

A propos du marxisme-léninisme...

« *Une pièce fondamentale du marxisme est le matérialisme historique ou mieux le matérialisme dialectique. Il ne s'agit point d'une philosophie de l'histoire mais d'une théorie ramenant les divers facteurs historiques à être subordonnés à un facteur unique : les rapports de production (c'est-à-dire les conditions économiques) forment l'infrastructure de l'histoire et sont à l'origine de la division en classes, de l'Etat, du droit, des sentiments moraux, des habitudes, en un mot de toutes ces idéologies dont l'art, la science et la réligion ne sont que des reflets... Si on énonce ce qui précède comme une loi abstraite et rigide analogue à une loi physique, on en arrive à dire que l'histoire se réduit à une histoire économique (...) qu'il me soit permis de dire une fois pour toutes que je considère les léninistes, trotskistes et autres maoïstes comme les pires ennemis de la classe ouvrière et que je n'oublie pas les innombrables compagnons anarchistes poursuivis, emprisonnés ou assassinés dans le monde par les policiers du communisme international.* » (*L'Anarachisme aujourd'hui*, éd. Spartacus, 1970).

A propos de Mai 68

« *Les anarchistes ont mal profité des événements. Ils ont laissé passer l'occasion de faire pénétrer systématiquement leurs idées dans des milieux qui, au départ, étaient nettement sympathisants. Quand on ne pratique pas la politique de la présence on est vite oublié... il y a eu aussi à l'égard des jeunes, et surtout des étudiants, ce sentiment de supériorité du militant " instruit " sur le néophyte enthousiaste mais ignorant " des grands principes de l'anarchisme "* » (*L'Anarchisme aujourd'hui*).

A propos de la révolution

« *Nous ne croyons pas aux coups de force, aux prises d'armes comme on disait vers 1830 et ceci pour plusieurs raisons.*

1. Pratiquement, une minorité est impuissante devant l'énormité des moyens de répression dont dipose le régime bourgeois et les coups de force du type blanquiste déjà voués à l'échec il y a 130 ans sont maintenant impensables.

2. Il n'est pas question pour nous de prendre le pouvoir, d'instaurer une dictature imposant notre volonté à des millions d'individus qu'on dresserait à l'obéissance par la terreur.

3. La seule révolution qui nous intéresse c'est celle voulue et réalisée par une classe ouvrière ayant pris conscience de sa mission, prête à prendre en main ses destinées et ne remettant pas à un parti ou à un " sauveur suprême " le soin d'organiser l'avenir. Si la classe ouvrière a pu convaincre le reste de la population active qu'elle ne poursuit pas des buts égoïstes, mais qu'elle veut instaurer un régime économique rationnel fondé sur la liberté et l'égalité, alors l'affrontement final avec les privilégiés et les cadres du régime à abattre a des chances sérieuses d'entraîner la liquidation et la destruction de la vieille société... Pour les anarchistes, la révolution ne peut être que l'œuvre des organisations économiques propres à la classe ouvrière, si cette classe veut gérer la production et la distribution et si elle en est capable. Cette révolution sera l'aboutissement d'une longue évolution de la pensée ouvrière et d'une capacité toujours accrue des institutions propres au prolétariat. » (*L'Anarchisme aujourd'hui*).

« *Transformer la société n'est pas seulement savoir comment se fera la révolution, mais préciser l'image de la société post-révolutionnaire (...). Détruire la hiérarchie des autorités, c'est le premier pas vers la liberté des individus et des groupes de producteurs. Mais on ne tendra vers l'égalité que si on détruit la hiérarchie des salaires (...).*

« *Si nos idées ont une valeur pour l'avenir, elle doivent en avoir une aussi pour le présent et nous devons favoriser ou créer tout groupement d'individus décidés à produire ou à consommer en dehors du cycle capitaliste. (...) Le développement des techniques et de l'automation rend possible une société où les besoins de chacun seraient satisfaits : cette société libre, anti-autoritaire, où l'homme pourrait laisser s'épanouir sa personnalité ne présente plus le caractère utopique qu'elle avait peut-être il y a un siècle. Plus que jamais, l'avenir dépend des hommes et le choix s'impose non pas demain, mais aujourd'hui !* » (*L'Anarchisme aujourd'hui*).

A propos de l'anarchisme

« *J'affirme que l'anarchisme, bien plus que le marxisme, a heureusement évolué en tenant compte des circonstances et des époques : il a gardé quelques principes généraux que rien ne vient encore infirmer, tel que le refus des autorités abusives, le refus de l'Etat, l'autogestion, le fédéralisme ; il a renoncé à certaines utopies et à certaines déviations qui connurent quelques succès au début de ce siècle. A quoi bon, dira-t-on, repenser l'anarchisme.* » (*L'Anarchisme aujourd'hui*).

Jean BARRUÉ

N°762 JEUDI 28 SEPTEMBRE 1989

Gala libertaire de soutien du 11 septembre

COLETTE MAGNY et Gilles Elbaz étaient d'accord, bien plus, ils étaient partie prenante pour chanter pour nous, pour apporter leur soutien, leur talent, leur amitié.

Alors, Radio Libertaire, avec toute la force de ses convictions militantes, les impératifs financiers et grâce à l'accueil si chaleureux du TLP-Déjazet, s'est lancé audacieusement dans l'aventure ; audacieusement, parce que la rentrée était à peine faite, la presse presque totalement silencieuse, le *Monde libertaire* pas encore sorti.

Mais ce gala superbe a permis de mesurer la capacité de mobilisation de notre auditoire et cette magnifique soirée pleine d'émotion et de convivialité nous a fait chaud au cœur.

D'abord, Gilles Elbaz, accompagné au piano par Michel Goubin, nous a plongé dans un univers poétique tout en finesse et sensibilité. Le trac a failli l'empêcher de monter sur scène, il n'avait pas chanté en public depuis plusieurs mois ; belle rentrée !

Colette Magny, toujours égale à elle-même, a empli l'espace de sa présence et de sa « formidable » voix, tour à tour indignée, tendre ou farouche, mais jamais résignée. Outre son répertoire traditionnel (*Répression, Baise m'encore, Camarade curé,* etc.), elle nous a offert la primeur de quelques nouvelles chansons (son dernier disque, *Kevork ou le délit d'errance* vient de sorti/) ; une nouvelle Colette, plus retenue mais tout aussi présente, entourée de musiciens d'une rare qualité : Michel Precastelli au piano et François Parisi à l'accordéon. Une telle soirée, on en redemande !

NELLY (Gr. du XI^e^)

Kevork ou le délit d'errance *est disponible en compact-disque (126 F), cassette ou CP (67 F) à la librairie du Monde libertaire. Ainsi que le disque de Gilles Elbaz,* **Rue des Envierges,** *CP (70 F).*

Spectacle Colette Magny, « Kevork ou le délit d'errance », au Théâtre de Sartrouville, Espace Jacques-Brel, les 21, 22, 24, 27 et 28 octobre 1989 à 20 h 30 (le 22 octobre à 16 h) au prix de 78 F.

« Je ? Deux... Maux ! »

A l'écoute (ou à la lecture) d'un texte, on a souvent l'imagination qui vagabonde. C'est la recherche même de Dubillard, avec ses dialogues qu'il a lui-même interprété avec Pieplu sur les ondes nationales. Mais on est loin du délire physique n'enviant rien au délire dramaturgique de l'auteur que nous offre la compagnie. Il était difficile de bouger sur de tels textes. On côtoie les matchs d'improvisations et la chorégraphie. On s'y amuse jusqu'à l'éclat de rire.

L. B.

« Je ? Deux... Maux ! », par la Compagnie des lions, d'après les Dialogues 1 et 2 *de Roland Dubillard, jusqu'au 30 septembre 1989, à 20 h 30, au Théâtre de l'Arlequin, 13, passage du Moulinet, Paris XIII^e^ (métro Tolbiac), réduction accordée aux porteurs de la carte de Radio Libertaire (réservation au 45.89.43.22).*

Un service régulier et pratique l'abonnement

« ROMANS DURS »

Georges Simenon (1903-1989)

EN dépit des propos que tenait Georges Simenon (voir ci-contre, par exemple), lequel se déclarait volontiers « *anarchiste non-violent* », il est difficile de déceler dans son œuvre des références explicitement libertaires. Pourtant, le ton de ses romans, et en particulier de ceux qu'il nommait « romans durs », en opposition avec ses romans policiers (la série des Maigret), ne saurait déplaire à qui recherche dans la littérature autre chose qu'un vague passe-temps. Par les interrogations qu'ils contiennent, ses livres sont peut-être, en définitive, plus proches des préoccupations libertaires que les romans de Léo Malet, qualifié abusivement d'« anarchiste »...

Georges Simenon : un écrivain engagé ?

— En dehors du clan familial, qui fréquentiez-vous dans votre jeunesse ?

— Pendant mon adolescence, à l'âge de 16 ans, j'ai vécu parmi un groupement d'anarchistes professionnels ; ils se rendaient chaque année à Barcelone, alors la Mecque de l'anarchisme. C'étaient des universitaires, qui n'avaient pas l'air de marginaux, mais d'étudiants corrects... J'ai connu un jeune homme de 18 ans qui, un beau jour, pour des raisons personnelles, a mis une bombe sous le lit de ses parents. Les parents ont sauté avec la bombe. On rencontrait à cette époque une sorte de nihilisme. Personnellement, si je ne suis pas pour les bombes et éprouve la plus grande horreur pour la violence, je suis assez volontiers nihiliste. (...)

— Il conviendrait tout de même d'inventer « l'honnête homme » du XX^e^ siècle. Quel est-il à votre avis ?

*— C'est l'anarchiste ! Je me considère comme un anarchiste non-violent ; car l'anarchie n'est pas nécessairement violente, celui qui s'en réclame étant un homme qui refuse tout ce que l'on veut lui faire entrer de force dans la tête ; il est également contre ceux qui veulent se servir de lui au lieu de lui laisser sa liberté de penser. Par exemple, toutes les religions veulent nous obliger à mener un certain genre de vie et entendent le régler jusque dans le détail. Dans la religion catholique, vous commettez un péché mortel si vous avez une mauvaise pensée. Vous vous confessez et ça vous vaudra tant d'*Ave Maria *(...)*

— Pour vous, l'anarchiste, c'est avant tout l'homme indépendant ?

— Indépendant mentalement et, autant que possible, physiquement. Je suis contre tous les services militaires obligatoires ; ça n'existe d'ailleurs pas partout. En France, on a eu une belle peur lors d'un questionnaire adressé aux jeunes, même dans les casernes ; on leur demandait : « S'il y avait une guerre, iriez-vous vous battre ? ». Soixante-cinq pour cent ont répondu par la négative. C'est ça, « l'honnête homme » et c'est bon signe ! Je sens qu'on va vers quelque chose, sans pouvoir le définir. Quand vous vous approchez d'une lumière dans la nuit, vous ne savez pas ce que vous allez découvrir ; c'est au moment où vous vous approchez que vous reconnaissez un bec de gaz, un hôtel ou un bordel...

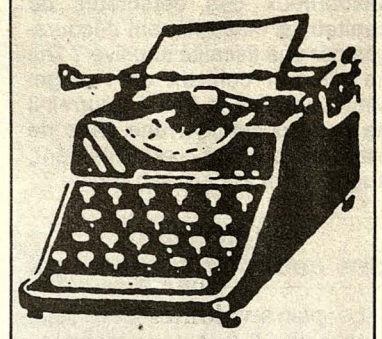
(Extraits de *Georges Simenon, De l'humain au vide*, de H.-C. Tauxe, éd. Buchet/Chastel, 1983).

Simenon, l'écrivain des « ruptures »

Au travers de ses ouvrages, Simenon tentait de cerner, ainsi qu'il le répéta souvent, cet événement, généralement anodin, qui pousse un individu à commettre un acte de « rupture », un acte irrémédiable... Aussi ses personnages donnent-ils fréquemment l'impression d'être en situation d'exil, un exil intérieur avant tout. Ils cherchent on ne sait trop quoi : une espèce de vérité, peut-être, une vérité qui se dérobe sans cesse, bien sûr, devant eux. Il n'est donc pas vraiment exagéré de considérer Simenon comme un écrivain existentialiste, mais un existentialiste qui aurait su conquérir le « grand public ». Son œuvre n'est, en effet, pas réductible aux seuls romans policiers. André Gide comparait ainsi *La veuve Couderc* à *L'étranger* de Camus, observant que l'un et l'autre livres posaient les mêmes problèmes, et avouait son admiration pour un auteur qui parvenait à exprimer, avec un vocabulaire ne dépassant pas 2 000 mots différents par roman, une large gamme de sentiments et de situations... Ici réside d'ailleurs l'originalité de Simenon : utilisant un vocabulaire volontairement limité, et de ce fait accessible à tous, ce qui explique en partie le succès rencontré, il a su créer plusieurs centaines de personnages, décrire des paysages où revenaient, toujours, la pluie, la boue, les bars qui ne paient pas de mine, les quais de gare... L'ambiance des romans de Simenon inspirera bien d'autres écrivains.

Pas de littérature

Si l'auteur connaît la gloire très tôt et dispose d'une fortune (la Rolls de Simenon, ainsi d'ailleurs que ses 10 000 femmes présumées, ses multiples résidences, sa collection de pipes, sont des mythes qu'il entretenait soigneusement...), il mit néanmoins en scène, dans la plupart de ses ouvrages, des personnages issus de milieux populaires. Et, sans aucune prétention (suivant en cela les conseils de Colette, Simenon se refusa toujours à faire de la « littérature »), il sut construire une œuvre qui, par bien des aspects, comptera parmi les plus dignes d'intérêt de ce siècle. Simenon a malheureusement souffert de son image d'auteur produisant à un



rythme effréné. Ne publia-t-il pas jusqu'à dix romans par an, et ne se vantait-il pas d'écrire un Maigret en une semaine ? Mais par sa simplicité même, et parce qu'elle s'attache à découvrir ces étranges moment de « rupture » qui surviennent parfois dans la vie d'anonymes passants (ces « petites gens » en qui chacun peut, plus ou moins, se reconnaître), son œuvre se révèle étonnamment actuelle. Un écrivain de talent vient de mourir : il nous reste à lire — ou à relire — quelques-uns des 70 « romans durs » qui constituent le meilleur de son œuvre.

Thierry MARICOURT

Un bon film et rien d'autre ?

Qu'est-ce qui fait qu'une œuvre d'art nous touche ? Une certaine alchimie composée de nombreux éléments qui ont trait à notre passé, à notre état d'esprit présent, à notre attente inconsciente de l'œuvre elle-même...

Je pense que pour un bon film le même phénomène, presque indescriptible, agit.

Jean Renoir, un des plus grands cinéastes mondiaux, raconte dans l'une de ses interviews qu'il était très heureux si, dans une salle de cinéma, il arrivait à toucher deux ou trois spectateurs. Par extension, on peut affirmer qu'un film est un chef-d'œuvre lorsque cette vibration atteint une large majorité des spectateurs. Le dernier film de B. Tavernier est de ceux-là. *La vie et rien d'autre* remonte aux sources du vrai cinéma populaire ouvert à tout public. Cette œuvre me rappelle la manière de filmer des cinéastes des années 30 : joie de narrer une histoire simple avec des sentiments vrais.

B. Tavernier m'avait déjà beaucoup séduit avec *Un dimanche à la campagne*, huis-clos nostalgique sur le temps qui passe. Aujourd'hui, la fête continue : sur fond historique sordide (après la Première guerre mondiale), il réussit une mise en scène qui confronte personnages réels et fictifs, justifiant la valeur du titre (*La vie et rien d'autre*).

En 1920, il fallait un symbole pour « glorifier » les tueries de la Première Guerre mondiale. Le pouvoir de l'époque et ses sbires militaristes donnèrent alors naissance au soldat inconnu.

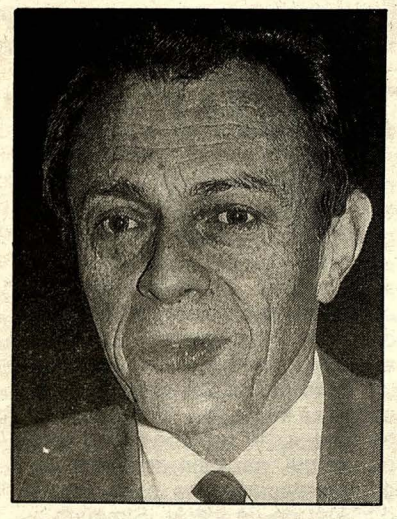
D'autres militaires, comme le commandant Bellaplane (l'extraordinaire P. Noiret), comptaient méthodiquement ou identifiaient les cadavres. Très vite, ce souci de vérité gêne les autorités militaires et politiques, surtout que beaucoup de civils recherchent les leurs. Alice (excellente P. Vignal), son fiancé, Irène (superbe S. Azéma), son mari.

Très vite, ces trois vies s'entrecroisent pour aboutir à une fin totalement imprévisible, si ce n'est que l'amour est le véritable moteur de la vie des hommes.

Film sensible, grave, drôle parfois, *La vie et rien d'autre* m'a ému comme peu de films récents que j'ai eu le malheur de voir. C'est pourquoi j'en parle.

SALIM
« Fondu au noir »

N°762 JEUDI 28 SEPTEMBRE 1989



ROCARD D'ESTAING

L'ère du conservatisme soft

Il est des silences d'une rare éloquence. L'absence de réaction du CNPF à la suite de l'annonce du second plan Rocard pour l'emploi (le 13 septembre) paraît de fait lourdement significative. Car, enfin, voit-on souvent le patronat français oublier de rappeler aux pouvoirs publics le sort malheureux des détenteurs de capitaux si massivement découragés par une fiscalité abusive ? Qui ne dit mot consent dit l'adage. Mais comment le CNPF pourrait-il ne pas consentir à une série de mesures qui, très explicitement, augmentera encore ses profits ?

Amplification des cadeaux au patronat

Le plan emploi se développe autour de 22 mesures ordonnées par cinq objectifs prioritaires. Et le premier d'entre eux se propose précisément d'« *encourager l'embauche par l'allègement du coût du travail* ». En termes clairs, il s'agira tout simplement d'un énorme allègement des charges sociales et fiscales des entreprises, d'une augmentation de leurs bénéfices. On assiste ainsi à une baisse de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices non distribués, dont le taux passera de 39% à 37% au 1er janvier 1990. Le coût de cette mesure s'élève à 3,6 milliards de francs. Parallèlement, le plan prévoit l'exonération pendant 24 mois des charges fiscales, accordée aux employeurs pour l'embauche d'un premier salarié (mesure reconduite en 1990). Et le déplafonnement des cotisations d'allocations familiales est poursuivi. Il sera total au 1er janvier 1990, au taux unique de 7% (il est actuellement de 8%). Cette disposition enfante, pour la Sécurité sociale, un manque à gagner de 3,7 milliards de francs. Mais n'allons pas détailler chacune des mesures allant dans ce sens : les cadeaux fiscaux aux entrepreneurs sont trop nombreux. Bornons-nous à préciser que leur montant avoisinera tout de même les 10 milliards de francs, et ce, sans aucune contrepartie. A Matignon, donc, plus que jamais, on choisit d'appliquer le vieux théorème d'Helmut Schmidt : « *Les profits d'aujourd'hui font les investissements de demain, et les investissements de demain font les emplois d'après-demain* ». Reste qu'on peut très fortement douter de la validité de ce précepte libéral qui inspirait aussi Raymond Barre.

Un plan contre le pouvoir d'achat

Car rien ne freine aujourd'hui l'investissement des entreprises, si ce n'est l'étroitesse actuelle de leur marché. L'heure n'est-elle donc pas enfin venue d'inciter les firmes à accroître leurs capacités de production en allouant davantage de pouvoir d'achat aux ménages afin qu'ils entraînent ainsi un surplus de production, à terme. Cela signifierait rompre avec l'austérité. Mais Rocard ne cesse de répéter, fidèlement d'ailleurs aux désirs du CNPF et de la droite, qu'il ne saurait en être question. Sur quelle argumentation s'appuie-t-il ? Elle est ressassée par tous les organes de presse : « *En réduisant le coût du travail, on encourage l'investissement et donc l'emploi d'une part, et d'autre part par la grâce de l'austérité salariale le déficit extérieur de la France ne dérape pas trop.* »

Reste que les faits n'étayent pas nécessairement cette analyse. Depuis plusieurs années, les salaires sont étroitement corsetés : leur part dans la valeur ajoutée (richesses créées) est passée de 62,5% en 1982 à 57,3% en 1988. Cela n'a pas empêché la disparition de l'emploi industriel au rythme de 150 000 postes par an (1,5 million d'emplois industriels ont disparu depuis 14 ans, soit un quart de l'effectif total des ouvriers en France). Le même constat vaut d'ailleurs pour le déficit commercial. Le verrouillage salarial n'a en rien freiné les pertes régulières et massives de part du marché mondial, ni la formidable pénétration des importations : de 1982 à 1988, la pénétration des firmes étrangères a progressé de 35% environ. Il faut donc une fois pour toute en terminer avec l'idée toute faite et toute fausse de Français consommant plus qu'ils ne produisent et endettant par là l'économie nationale : depuis 1986, notre consommation progresse plus lentement que la demande mondiale. Alors, en définitive, à qui profite la dévalorisation régulière du coût du travail ? Les chiffres sont encore une fois parlants. Le taux de marge des entreprises (c'est-à-dire la part du profit dans la valeur ajoutée) est passée de 26% en 1982 à près de 50% en 1988. Reste pourtant que les gains de productivité qui gonflent ainsi les profits ne profitent pas aux salaires et à l'emploi. Tout simplement parce qu'ils sont littéralement absorbés par la finance. Ainsi, depuis 1985, les patrons ont versé 150 milliards de francs de salaires en plus, mais ont consacré, dans le même temps, 380 milliards de francs supplémentaires en placements financiers, dividendes, intérêts et achats d'actifs à l'étranger (de préférence d'ailleurs aux Etats-Unis). Une analyse un peu rigoureuse démontre donc vite combien l'austérité salariale et la politique systématique de cadeaux au patronat ne résolvent pas les gangrènes de l'économie française.

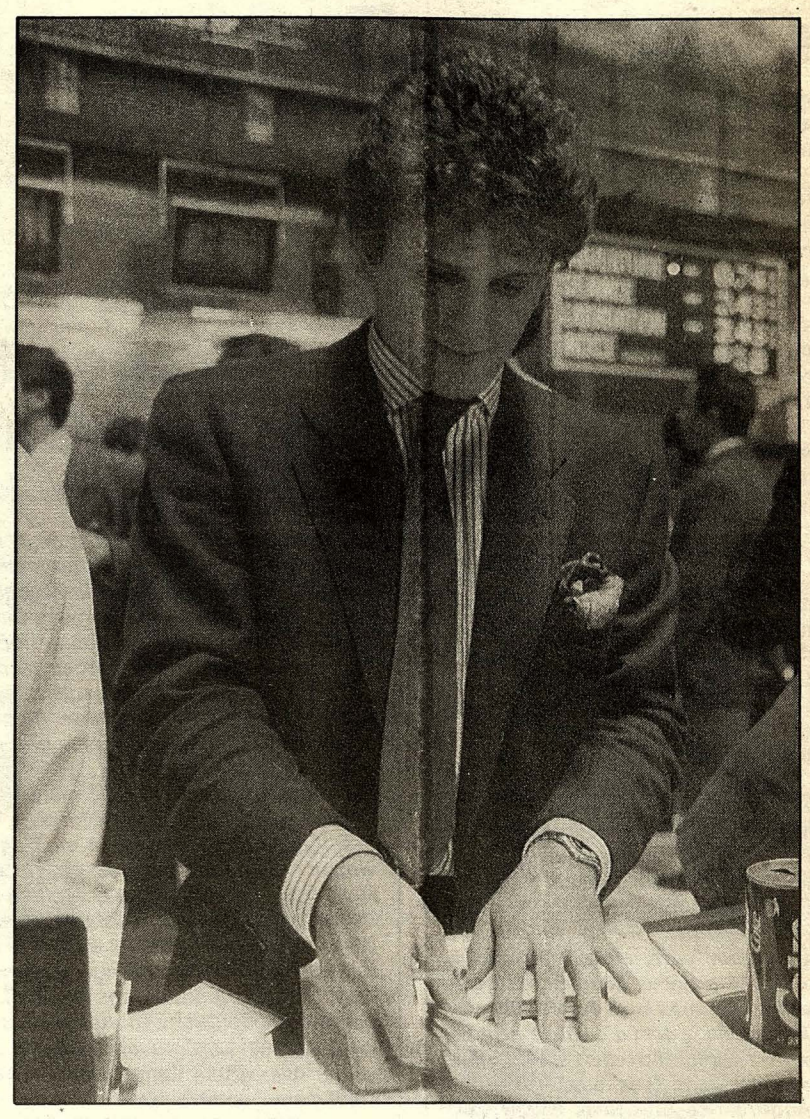
La stratégie Rocard est simple : il s'agit simplement de s'assurer toujours la neutralité bienveillante du CNPF, et de couper court à toute critique de droite en pratiquant sa politique. La majorité à l'Assemblée n'est que relative et Rocard, consensuel, continue à viser l'Elysée.

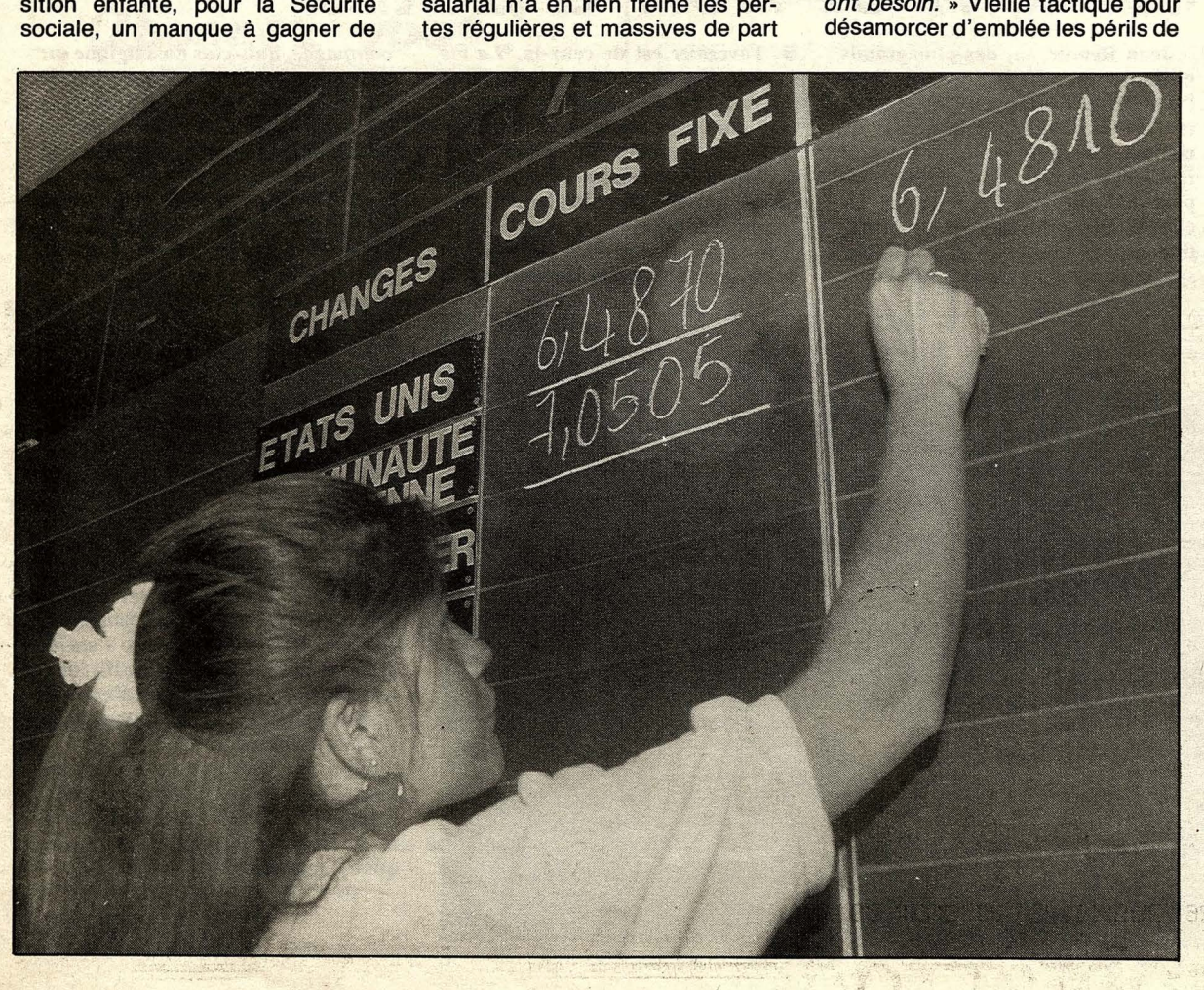
Institutionnalisation de la précarité

Le plan emploi, annoncé début septembre, s'inscrit d'ailleurs merveilleusement à l'intérieur de ce dispositif. Matignon fait une fois de plus fonctionner chez les salariés le ressort éternel de la culpabilité en affirmant que « *si on ne vous donne pas les augmentations salariales auxquelles vous avez droit, c'est que les chômeurs en ont besoin.* » Vieille tactique pour désamorcer d'emblée les périls de la rentrée sociale. Les mesures de Rocard prétendent faire reculer la précarité, avec la création des CLES (contrat local d'emploi-solidarité) qui remplaceront les TUC et les PIL à partir de l'an prochain. Ils comporteront un « contrat de travail à mi-temps » et ouvriront droit à l'indemnisation chômage. Ils dureront de 3 à 12 mois, voire 24, et la rémunération passe de 1 250 F pour les TUC à 2 600 F. Comme les TUC pourtant, les employeurs de CLES ne paieront pas les charges patronales, ni les cotisations à la Sécurité sociale. Comme les TUC encore, il s'agit de contrats à durée déterminée, de temps partiels et de rémunérations toujours dérisoires. Comme les TUC enfin, ces boulets précaires continueront à n'être pas du tout qualifiants, voire même prodigieusement déqualifiants. On ne peut certes que se réjouir de savoir que les 300 000 jeunes malheureusement concernés toucheront légèrement plus. Il n'empêche que cela fait toujours fort maigre lorsque l'on rentre dans la vie active. Et plus structurellement, de telles mesures, loin d'abolir ces formes scandaleuses de sur-exploitation patronale, aident de fait à les pérenniser, à les institutionnaliser davantage. Tout d'abord en maintenant, malgré la croissance française qui a bien repris, des dispositions théoriquement adoptées et adaptées à des temps de « crise dure ». Et deuxièmement parce qu'en dépoussièrant quelque peu l'univers du précaire, en atténuant un peu quelques-uns de ses scandales, on feint de l'éliminer alors même que l'essentiel de ses disparitions constitutives sont maintenues.

En réalité, cette pratique résume l'essentiel des techniques gouvernementales rocardiennes. On feint d'effacer la précarité, c'est pour mieux la préserver. On prétend revaloriser la condition enseignante, il s'agit dans les faits d'entériner, faute de moyens financiers dégagés des surcharges d'effectifs et des locaux délabrés. Ou bien encore, on affecte de règler la question calédonienne, et c'est le colonialisme français que l'on maintient. A chaque fois, la même recette : l'illusion d'une action, voire l'apparence d'une concertation qui permettent avant tout de n'engager aucune réforme structurelle. C'est l'ère du conservatisme soft. C'est aussi l'art du faux sous le masque du bon sens. Qui s'étonnera encore de l'acquiescement du CNPF ? Et comment accuser Calvet de surdité à Peugeot alors que Charasse, aux Impôts, lui a montré la voie avec obstination.

Willy PELLETIER
(Gr. Benoît-Broutchoux de Lille)





SOMMAIRE

- **PAGE 2 : Informations des groupes de la Fédération anarchiste.**
- **PAGE 3, Les luttes : Peugeot, actualités et analyses, Les formes de luttes, Le hit-parade des profits, Editorial, Communiqué.**
- **PAGE 4, Les luttes : Impôts, COMATEC, Santé-Social, En bref.**
- **PAGE 5, Social : Congrès SUD-PTT, Sur la recomposition syndicale.**
- **PAGE 6, Société : Comment se faire débaptiser, Les chaussettes à clous, Plus dure sera la chute.**
- **PAGE 7, Arguments : Stratégie de l'athéisme.**
- **PAGE 8, Dans le monde : Liban, Grande-Bretagne, Chine.**
- **PAGE 9, Dans le monde : Japon, Pérou.**
- **PAGE 10, Archives : Hommage à Jean Barrué.**
- **PAGE 11, Expressions : Note de lecture, Cinéma, Danse, Chanson.**
- **PAGE 12, Politique : Plan Rocard.**